



n° 713

octobre 2023

5,50 € / 8 CHF

## **ARGENTINE**

# **FACE AU DANGER DE L'EXTRÊME DROITE**

*Migrant·e·s : la politique de l'Union européenne*  
**FRANÇAFRIQUE ● L'IMPÉRIALISME AUJOURD'HUI**  
*Livio Maitan : un géant oublié du marxisme italien*

**inprecor** sur le web :  
<https://inprecor.fr>

## Aux abonnés-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PEGI Sarl au capital de 7622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration:**  
PEGI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France  
Tél.: 33/0 1 49 28 54 87

**E-mail:** [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)  
Directeur de publication, gérant:

Jan Malewski

Rédacteur en chef: Antoine Larrache

Correction: Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique: agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

octobre 2023 n° 713

### Migrant-e-s

La «protection de l'État» italienne et les dix points d'Ursula Von Der Leyen Fabrizio Burattini **3**  
Le Mémorandum de la honte entre l'UE et Kais Saied Gippò Mukendi Ngandu **5**

### Françafrique

La France et sa politique africaine Paul Martial **7**

### Guinée-Bissau

« Nous devons consolider la voie de la démocratisation » Entretien avec Sumaila Jaló **11**

### Argentine

La gauche sous-estime le danger de l'extrême droite Martín Mosquera **14**

### Impérialisme

«Coopération antagoniste» et anti-impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle Entretien avec Promise Li **23**

### Les nôtres

Livio Maitan, un géant oublié du marxisme italien Enzo Traverso **30**

### Yémen

De l'intervention impérialiste à une crise humanitaire sans précédent Frank Prouhet **34**

Photo de Une : les fachos brûlent dans la chaleur de la lutte féministe. Argentine, 28 septembre 2023.

**Vous pouvez acheter vos livres et revues  
et même vous abonner à inprecor sur internet :  
[la-breche.com](http://la-breche.com)**

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

**Pour que inprecor  
puisse continuer  
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir Inprecor (réservé nouveaux abonnés; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires; 24 EUR)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à Inprecor-PEGI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94. IBAN: FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC: NORDFRPP

**Pour continuer inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous!**

# La « protection de l'État » italienne et les dix points d'Ursula Von Der Leyen

Par  
Fabrizio Burattini\*

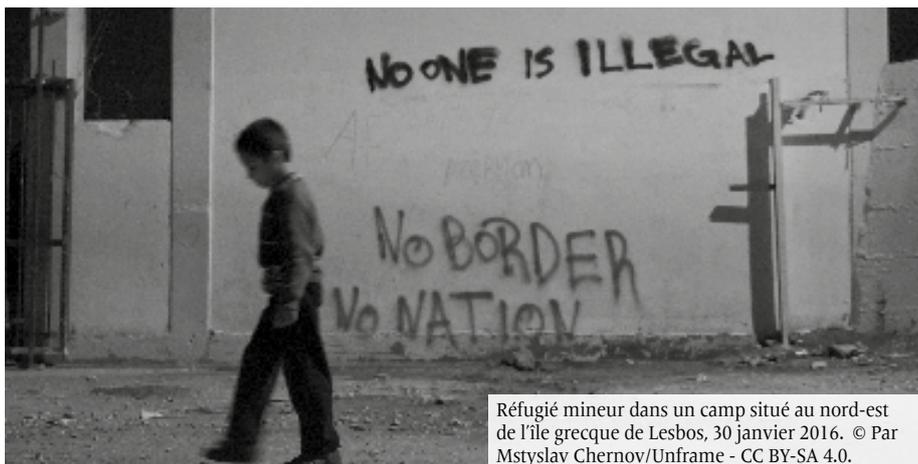
La décision arrogante et indécente du gouvernement italien d'imiter les mafias qui gèrent les camps libyens, en demandant aux migrants de payer une « protection de l'État » (*pizzo di stato*) de pas moins de 4 938 € pour éviter de se retrouver dans les camps italiens que Meloni et Piantedosi (1) ont l'intention de multiplier dans la péninsule, résume bien la politique de la droite au pouvoir.

## Paix avec les banques, guerre aux migrants

Alors que vient d'être annulée la proposition démagogique de taxer les milliards de superprofits des banques accumulés sur le dos des citoyens contraints de payer des intérêts d'emprunt astronomiques (proposition qui avait fait croire aux crédules que le gouvernement était du côté des plus pauvres), ils veulent gagner de l'argent sur le dos des migrants. En effet, le gouvernement est conscient du fait que, malgré les mémorandums signés avec les dictateurs, malgré les « dix points » émis par la présidente de l'Union européenne Ursula Von Der Leyen, malgré les messages menaçants de la Première ministre et de ses ministres, les migrants continueront d'affluer en Italie et en Europe.

Cette extorsion, décidée par le gouvernement, est censée peser sur les migrants arrivant de « pays sûrs », c'est-à-dire de pays où il n'y a pas de guerre ou de restrictions des droits démocratiques et des droits humains. Mais on se demande bien, en particulier pour les pays du Sud, quels pays peuvent être qualifiés de « sûrs » ?

Les autres mesures prévues dans les nouveaux décrets d'urgence non seulement ne résoudront pas la prétendue urgence et non seulement porteront atteinte aux droits et à la dignité humaine des migrants, mais cela constitue également une nouvelle attaque



Réfugié mineur dans un camp situé au nord-est de l'île grecque de Lesbos, 30 janvier 2016. © Par Mstyslav Chernov/Unframe - CC BY-SA 4.0.

de plus en plus grave contre la démocratie dans notre pays. Il suffit de les mentionner :

- multiplication des Centres de Permanence pour le Rapatriement (CPR), leur codification en véritables camps de concentration (« faciles à surveiller et placés dans des zones à très faible densité de population »),
- extension de la durée de la « détention administrative » jusqu'à 18 mois même pour les « demandeurs d'asile »,
- délégation de la gestion des CPR au ministère de la Défense, c'est-à-dire aux forces armées,
- menace renouvelée d'un « blocus naval » par le biais de mémorandums et d'accords avec les dictateurs des pays d'origine et de transit...

## Une situation d'urgence fantasmée

Des cris d'urgence ont été lancés car, en une semaine, des dizaines de milliers de migrants sont arrivés en Italie.

Mais regardons les chiffres : selon les données les plus récentes, le nombre total de personnes dans le monde fuyant les persécutions, les conflits et la violence est estimé à 108,5 millions. 40 % des réfugiés sont des enfants. Les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés sont la Turquie, l'Iran, la Colombie, l'Allemagne et le Pakistan. Les trois quarts des réfugiés dans le monde sont

accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

En 2022, l'Union européenne comptait 880 000 demandeur-es d'asile et 540 000 en 2021 – soit moins de 1 % des réfugiés dans le monde et moins de 2 % de la population européenne.

Mais, malgré les dimensions tout à fait gérables du phénomène, l'approche d'échéances électorales délicates (les élections européennes de juin prochain) pousse tous les gouvernements et partis institutionnels de l'UE à rivaliser pour se distancier de toute politique d'accueil sérieuse et à reporter sine die la révision du traité de Dublin.

## Politique de visas raciste et classiste

D'autre part, ni l'UE ni les pays qui la composent et qui adhèrent au traité de Schengen n'ont jamais envisagé de redéfinir les politiques d'accès des « ressortissants de pays tiers », qui ont toujours été marquées par des principes racistes et discriminatoires explicites.

\* Fabrizio Burattini, syndicaliste à la CGIL, militant de la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis 1968, fait partie de la direction de Sinistra Anticapitalista. Cet article a été publié par Sinistra Anticapitalista le 25 septembre 2023. (Traduit de l'italien par JM).

1. Giorgia Meloni, dirigeante du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia (Fdi), est Présidente du Conseil des ministres depuis le 22 octobre 2022. Matteo Piantedosi, proche de la Lega, est son ministre de l'Intérieur.

# Migrant-e-s

Le règlement européen sur les visas (Règlement (CE) n° 539/2001) énumère depuis 2001 les pays dont les citoyens doivent être en possession d'un visa pour entrer dans les pays de l'UE (franchissement des « frontières extérieures »), en les divisant en une « liste blanche » (pays dont les citoyens sont exemptés de l'obligation de visa) et une « liste noire » (pays dont les citoyens sont soumis à l'obligation de visa et pour lesquels les autorités consulaires européennes disposent donc d'un pouvoir discrétionnaire).

En réalité, même ce « pouvoir discrétionnaire » est extrêmement limité et classiste car, dans la pratique, il n'accorde des visas aux ressortissants non européens des pays figurant sur la « liste noire » que s'ils peuvent prouver qu'ils disposent d'un patrimoine et d'un revenu qui excluent l'immigration à des fins professionnelles.

Bien sûr, dans le règlement de l'UE sur les visas, la « race », la religion et la classe sociale ne sont pas explicitement mentionnées comme critères pour l'établissement des deux listes noire et blanche. Mais l'approche discriminatoire, raciste et classiste est néanmoins évidente : tous les pays africains (aucun n'est exclu) figurent sur la liste noire ; en ce qui concerne l'Asie, seuls le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, Brunei, Singapour, Taïwan, le Timor oriental, les Émirats arabes unis et Israël en sont exclus. L'orientation religieuse a également un impact puisque – à l'exception de Singapour, de la Malaisie, de Brunei et des Émirats arabes unis – les citoyens de tous les pays à majorité musulmane sont soumis à l'obligation de visa, de même que tous les pays à majorité hindoue ou bouddhiste. Et un examen objectif des deux listes révèle également une forte corrélation de classe avec le PIB par habitant des différents pays, à certains égards encore plus forte que celle avec la couleur de la peau et l'orientation religieuse.

D'autre part, au cours des 22 années qui se sont écoulées depuis l'établissement des listes initiales en 2001, les deux listes n'ont été modifiées que de manière très marginale, comme, par exemple, avec la modification de la liste d'exemption de visa pour plusieurs îles des Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinidad-et-Tobago), Maurice, les Seychelles et certaines îles du Pacifique (Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Palau, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). La motivation « touristique » de ces changements de liste est évidente.

Par ailleurs, c'est le concept même de « réfugié politique » qu'il convient de reconsidérer, en incluant dans les critères les raisons qui justifient bien souvent le choix de migrer, telles que l'absence réelle de perspectives économiques, l'insécurité environnementale dévastatrice, les inégalités croissantes, la corruption des élites...

Et le refrain raciste du « aidons-les chez eux », même en supposant que l'on veuille le faire « de bonne foi » et en fournissant des fonds adéquats, se heurte structurellement aux responsabilités des anciens pays colonisateurs. Ces derniers n'ont-ils pas confié leurs anciennes colonies à des dirigeants totalement indignes de confiance et complices du comportement prédateur du néocolonialisme, pas très différent du colonialisme direct du XIX<sup>e</sup> siècle ?

## Le plan de la présidente de l'UE

Les dix points du « plan européen » présentés par Ursula Von Der Leyen après sa visite à Lampedusa en septembre ne présentent pas d'éléments nouveaux.

● Le **point 1** (la promesse d'une « aide européenne » à l'Italie pour faire face à une « urgence » inventée) ne sert qu'à masquer l'impréparation coupable et l'inertie démagogique du gouvernement Meloni (qui a été dénoncé par les citoyens de Lampedusa).

● Le **point 2** (« intensification des efforts » de l'UE pour transférer les migrants vers d'autres destinations, sur la base du « mécanisme de solidarité volontaire ») est également une intention pieuse, explicitement contrecarrée non seulement par les pays « souverainistes », mais aussi par d'autres pays faisant partie du « cœur de l'UE ».

● Le **point 3** (« soutien des structures de Frontex pour les rapatriements »), le point 4 (« actions accrues pour lutter contre les trafiquants »), le point 5 (« intensification de la surveillance aérienne et navale » par Frontex), le point 6 (« actions concrètes contre la logistique des trafiquants », garantissant la saisie et la destruction des embarcations utilisées) sont autant de déclarations qui abordent le problème des « trafiquants » dans une logique conspirationniste, comme si le phénomène des migrations massives était une conséquence des actions des trafiquants et non le résultat du désespoir de communautés entières de milliers de personnes prêtes à tout pour partir.

● Le **point 7** (« aide du personnel de l'Agence européenne pour l'asile ») pour accélérer l'examen des demandes présentées

par les migrants en rejetant celles qui ne sont pas motivées et en renvoyant dans leur pays d'origine ceux qui les ont présentées) peut être utile pour accélérer la lenteur et l'approximation scandaleuses avec lesquelles les commissions italiennes en charge examinent les demandes d'asile et de protection, mais ses effets dépendent en fin de compte de la volonté ou non de faire une politique d'accueil sérieuse, ce qui est totalement démenti par les choix faits par le gouvernement Meloni au cours de ces derniers mois.

● Le **point 9** (« renforcer la coopération avec les agences de l'ONU ») pour assurer la protection des migrants également lors des rapatriements) et le **point 10** (« mise en œuvre du mémorandum avec la Tunisie ») montrent la complicité totale de l'UE avec les politiques de refoulement que le gouvernement italien voudrait mettre en œuvre.

● Reste le **point 8** (« offrir des alternatives viables aux routes illégales par le renforcement des corridors humanitaires »), qui constitue peut-être la seule nouveauté du plan, mais qui est probablement destiné à rester lettre morte, dans le contexte démagogique de la campagne électorale et de l'utilisation cynique de la question pour tenter d'augmenter le poids politique des différents partis.

## Les vraies raisons de la politique gouvernementale

La réponse à donner à la question des « migrants » ne se mesure pas seulement sur le terrain « humanitaire ». Pour l'économie du capitalisme italien, la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre qui peut faire l'objet d'un chantage parce qu'elle est « irrégulière » est un facteur de profit absolument non négligeable. C'est la source de l'opposition constante à toute hypothèse de régularisation des flux migratoires.

Elle a également une « valeur d'usage » politique. La dénonciation permanente d'un « bouc émissaire », le discours récurrent sur une « urgence face à l'invasion » contribuent à détourner l'électorat petit-bourgeois mais aussi populaire des vrais problèmes sociaux et des vraies responsabilités des classes dirigeantes. Ils tentent de créer un consensus autour de ceux qui veulent que des mesures répressives soient prises. Mesures qui en réalité seront utilisées non seulement contre les migrants, mais contre tout le monde.

Nous sommes – et nous le disons haut et fort – pour l'octroi immédiat de permis de séjour à toutes et à tous et pour que la liberté totale de circulation soit partout reconnue. ■

# Mémorandum de la honte entre l'UE et Kais Saied: plus de camps et de pogroms

Par  
Gippò Mukendi Ngandu\*

Un Mémorandum d'entente pour un partenariat stratégique et global entre l'Union européenne et la Tunisie a été signé à Carthage le 16 juillet. La délégation européenne était composée de Giorgia Meloni, Ursula Von der Leyen et du Premier ministre démissionnaire des Pays-Bas, Mark Rutte. En fait, les courants majoritaires des forces politiques européennes étaient présents, celui de la réaction et de la droite représenté par la Première ministre italienne, celui des chrétiens modérés par la Présidente de la Commission européenne, et celui des libéraux conservateurs par Rutte. Apparemment divisées entre elles, les principales forces politiques européennes, y compris celles de centre-gauche, ont partagé ces dernières années les politiques de l'Europe forteresse, qui visent à s'opposer impitoyablement à l'arrivée en Europe de ceux qui fuient la faim, la misère, les guerres, le racisme et le sexisme.

## Que prévoit le mémorandum ?

Il repose sur cinq piliers: l'assistance macrofinancière (1) (AMF), les relations économiques, la coopération énergétique, les migrations et la promotion des contacts entre les peuples.

Concrètement, il prévoit, dès à présent, l'allocation de 150 millions d'euros pour soutenir le budget tunisien et de 105 millions pour soutenir son contrôle aux frontières.

Mais il prévoit également le renforcement de la coopération dans le domaine de l'énergie. Officiellement, l'UE aidera la Tunisie dans sa transition vers l'énergie verte. Il s'agira très probablement de renforcer des projets déjà en cours, impliquant notamment l'Italie, à travers la construction déjà prévue de câbles sous-marins à travers le canal de Sicile, dont l'impact sur l'environnement est très discuté. Ce qui est certain, c'est que la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine pousse

les puissances européennes à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie. De ce point de vue, la relation avec la Tunisie devient de plus en plus stratégique pour l'Italie.

Le président tunisien devra cependant attendre pour obtenir la tranche de financement de 900 millions d'euros de l'UE. La Commission ne bougera pas tant que l'impasse entre le FMI et Saied ne sera pas résolue, le premier exigeant des réformes suffisantes avant de déboursier le prêt de 1,9 milliard et le second s'élevant contre les « *diktats* » du Fonds monétaire. C'est précisément pour ces raisons que la Commission jouera le rôle d'intermédiaire de confiance entre son gouvernement et le FMI, d'autant plus que certaines des réformes prévues profiteront certainement aussi aux grandes puissances européennes.

## Le précédent de Gentiloni

Le récent accord représente la dernière initiative en date dans le prolongement de l'externalisation des financements en matière de gestion des flux migratoires. Le mémorandum rappelle celui signé à Rome le 2 février 2017 avec la Libye, entre le Premier ministre italien de l'époque, Paolo Gentiloni, et le chef du gouvernement libyen de réconciliation nationale, déjà surnommé « *mémorandum de la honte* ». Selon des sources d'Amnesty International, il a conduit à l'interception en mer de 82 000 personnes qui ont ensuite été renvoyées de force en Libye: des hommes, des femmes et des enfants qui ont été détenus arbitrairement dans de véritables camps de concentration, astreints au travail forcé, soumis à des tortures de toutes sortes, à des traitements inhumains et dégradants, à des viols et à des meurtres qui n'ont toujours pas de coupable officiel.

Entre-temps, le nombre de victimes en Méditerranée n'a pas diminué et semble même destiné à augmenter. On estime qu'au moins 26 000 personnes sont mortes en tentant de traverser ce qui a été

pendant des siècles un véritable pont naturel reliant, non sans contradictions, les populations, les cultures et les échanges, mais qui se transforme aujourd'hui en un véritable cimetière marin.

Aujourd'hui comme hier, l'objectif des gouvernements européens est de conditionner l'aide à un effort accru de la part de la Tunisie pour bloquer les départs, sans aucune considération pour les droits humains et le respect des libertés politiques.

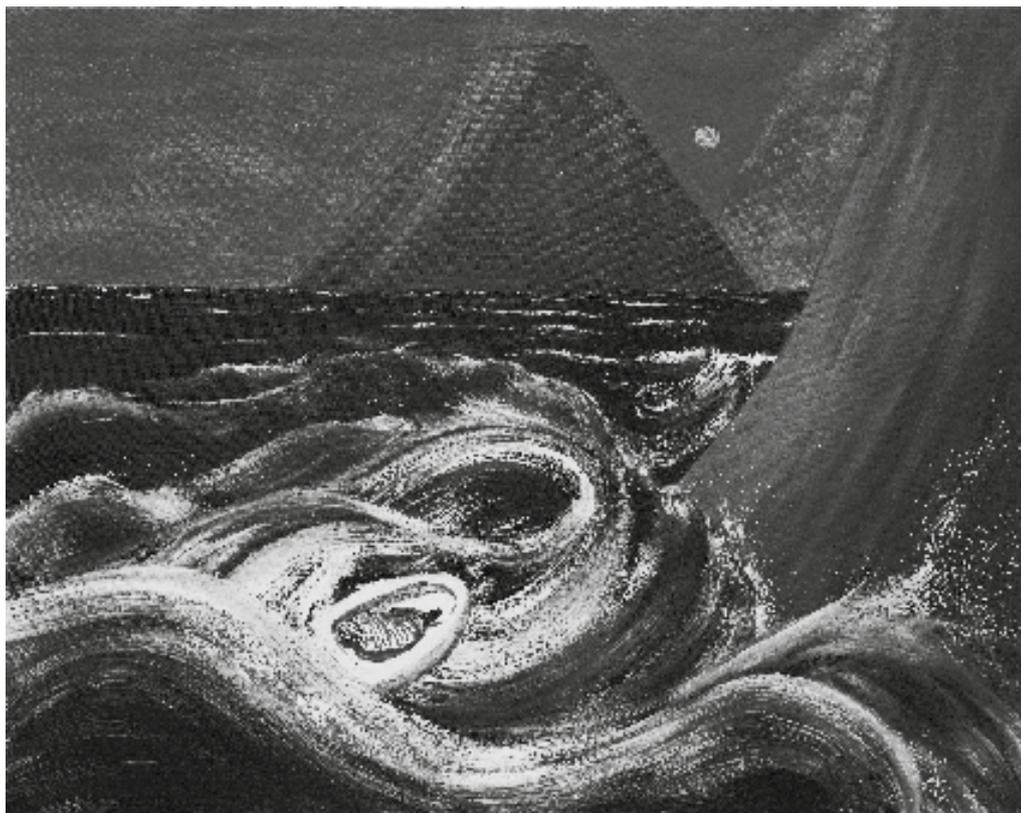
## Le tournant autoritaire de Saied

Une fois élu président, Saied a réussi à faire adopter le 25 juillet 2022 une nouvelle Constitution qui instaure un véritable régime autoritaire correspondant au renforcement de la contre-révolution qui a suivi le « *printemps tunisien* » de 2011. Par exemple, le gouvernement soumis à son autorité n'a plus besoin d'obtenir un vote de confiance du corps législatif. Saied lui-même peut imposer certaines lois sans les soumettre au vote du Parlement. En fait, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif coïncident de plus en plus avec sa personne.

La mainmise autoritaire est également visible dans la forte répression contre les opposants qui sont menacés non seulement par la police, mais aussi par des escadrons très proches du pouvoir. La répression

\* Gippò Mukendi Ngandu, militant antiraciste, enseignant précaire de philosophie et d'histoire à Turin, fait partie de la direction de Sinistra antikapitalista et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article a été d'abord publié le 19 juillet 2023 par *Sinistra antikapitalista* (Traduit de l'italien par AL).

1. L'assistance macrofinancière (AMF) prend principalement la forme de prêts accordés à des conditions très favorables et avec des taux d'intérêt bas. Les prêts sont libérés par tranches. Pour obtenir les fonds, les pays doivent avoir signé un programme de financement avec le Fonds monétaire international (FMI), remplir des conditions en matière de respect des droits humains et de lutte contre la corruption, mais aussi mener des réformes démocratiques, économiques et en matière de gouvernance. Pour financer ces prêts, la Commission européenne emprunte sur les marchés de capitaux et rétrocède ensuite, les fonds au pays bénéficiaire.



Benjamin Swaim «la tempête», 200x250cm, huile sur toile, 2020.  
 Courtesy Benjamin Swaim. benjaminswaim@yahoo.fr [Avec l'aimable autorisation de l'artiste, NDLR].

touche un peu toutes les forces politiques, celles qui ont déjà été au pouvoir comme les islamistes d'Ennahda, les forces d'opposition de gauche ainsi que les nostalgiques de l'ancien régime de Ben Ali.

Face à la crise économique qui frappe le pays, Saïed a misé sur des thèmes nationalistes et racistes pour parvenir à un consensus. Le président tunisien a en effet revendiqué la culture arabe et musulmane comme la seule appartenant au peuple tunisien; il a exalté la souveraineté nationale face aux « *ingérences étrangères* » qui empêcheraient le peuple d'exprimer librement sa volonté; il a prôné la théorie de la « *substitution ethnique* » chère aux forces fascistes et réactionnaires européennes.

Son discours prononcé 21 février 2021 à la suite des violentes attaques – véritables pogroms – contre les migrants d'Afrique subsaharienne est emblématique. Selon le président tunisien, des « *hordes de migrants irréguliers d'Afrique subsaharienne* » sont arrivées en Tunisie et « *les violences, les crimes et les comportements inacceptables ont suivi* »: une situation « *contre nature* » qui s'inscrit dans un dessein criminel visant à « *changer la composition démographique* » pour faire de la Tunisie « *un autre État africain qui n'appartiendrait plus au monde arabe et islamique* ».

Il s'agit de rejeter sur les migrants la responsabilité des politiques capitalistes et libérales scélérates qu'il a totalement acceptées. Sur ce point, les nationalismes de tous les pays se rejoignent. Il ne faut donc pas s'étonner que Saïed soit prêt à faciliter le rapatriement de ses propres citoyens, tout en refusant celui des citoyens d'autres nationalités, ce qui est d'ailleurs prévu par le droit international, bien que de plus en plus les membres de l'UE n'en tiennent compte que lorsque cela sert leurs intérêts.

Cette politique de coopération anti-migratoire et sécuritaire a des conséquences de plus en plus dramatiques: entre janvier et mai 2023, on dénombre 534 morts et disparitions près des côtes tunisiennes, plus de 3 500 arrestations en Tunisie de migrant-es subsahariens pour « *séjour illégal* » et 23 093 migrant-es intercepté-es par les autorités tunisiennes. Malgré cela, l'année a été marquée par une augmentation des arrivées en Italie. Pour beaucoup, la situation est devenue intenable dans de nombreuses régions de Tunisie et d'Afrique: comment croire que des frontières, aussi fortifiées soient-elles, puissent empêcher les migrants de tenter de passer? La seule conséquence de cette escalade sécuritaire est l'explosion du nombre de morts.

## Combiner le racisme, les pulsions autoritaires et les exigences de la bourgeoisie

Les gouvernements de toutes les couleurs de l'UE et les nationalistes de toutes sortes cherchent, d'une part, à nourrir les pulsions sécuritaires d'une petite bourgeoisie qui ne voit plus d'issue à la crise et, d'autre part, à alimenter la guerre entre les pauvres tout en cherchant à être le porteur le plus fiable des intérêts de la bourgeoisie.

Le discours sur la fermeture des frontières ne sert qu'à maintenir un pouvoir de plus en plus autoritaire et policier, jouant sur la division et le racisme. Au prix de milliers de morts et de souffrances indicibles.

Cela sert à diviser les travailleurs chez eux, à leur octroyer des statuts différenciés en contrepartie de salaires et de conditions de vie misérables.

Ce n'est pas un hasard si les forces réactionnaires et de centre-gauche partagent la politique des quotas de main-d'œuvre immigrée. Il semble paradoxal que, d'une part, elles appellent à une lutte sans merci contre l'immigration clandestine et que, d'autre part, elles se plient aux exigences des employeurs en matière de main-d'œuvre immigrée.

L'avertissement est clair! Vous pouvez venir en Italie, illégalement ou légalement, mais seulement pour les emplois les moins protégés. Et, en cas de besoin, on est renvoyé. Et dans tous les cas, la condition est précaire. Pour ces raisons, il est nécessaire de combattre la logique raciste et pro-patronale qui unit réactionnaires, modérés et sociaux-démocrates dans la défense de la forteresse Europe.

La lutte pour l'ouverture des frontières, pour la fermeture des camps, pour le respect des droits humains, pour la fin des relations néocoloniales et de la domination impérialiste de l'Europe sur l'Afrique doit donc se mêler à la défense des conventions collectives pour les conditions de travail et les salaires (une bataille qui se développe dans le secteur de la logistique), et avec la lutte pour l'égalité des droits de toutes et tous les travailleurs, y compris le droit à un permis de séjour, au logement, à la santé, à l'éducation. ■

# La France et sa politique africaine

Par Paul Martial\*

À l'exception du Soudan, les récents coups d'État en Afrique se sont tous déroulés dans les anciennes colonies françaises. Si les situations sont bien différentes entre le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Niger ou le Gabon, ces pronunciamientos ont suscité à Paris des interrogations sur la politique française en Afrique. Une thématique habituellement peu abordée dans les grands médias, les partis politiques quel que soit leur bord ou à la représentation nationale.

La manière dont le sujet a été très majoritairement traité illustre le lien que la France entretient avec ses anciennes colonies. L'idée générale est que Paris est en train de perdre l'Afrique. Comme si ce continent, ou du moins une partie de celui-ci, continuait d'appartenir à l'ancienne puissance coloniale en dépit des six décennies d'indépendance. Il existe un consensus parmi les grandes forces politiques, qu'elles soient de droite ou de gauche, considérant que la France par son histoire commune avec ses anciennes colonies, aurait une responsabilité particulière – qui justifierait ses interventions militaires. Ainsi, lors du débat à l'Assemblée nationale en 2013, aucun député n'avait voté contre la reconduction de l'opération Serval, la première intervention militaire au Mali, suivie plus tard d'une seconde sur l'ensemble du Sahel baptisée opération Barkhane. Un des députés, pourtant classé le plus à gauche, déclarait à cette occasion: «*L'enjeu était essentiel: empêcher que les Maliens se voient imposer un régime de terreur et préserver la stabilité du Sahel. [...] Notre soutien s'est ainsi assorti d'un certain nombre de réserves, mais incontestablement, nos troupes ont enregistré des succès importants sur le terrain.*» (1)

## Préserver les intérêts de la France

Cette situation résulte du processus de décolonisation qu'a institué la France au début des années 1960. Les autorités fran-



Jacques Chirac avec (de gauche à droite) Blaise Compaoré du Burkina Faso, Omar Bongo du Gabon, Paul Biya, président du Cameroun et Denis Sassou-N'Guesso du Congo. DR

çaises avaient perçu que le maintien des colonies devenait de plus en plus coûteux politiquement. L'idée était donc d'accorder une indépendance formelle tout en maintenant les liens de subordination qui structuraient la relation coloniale. Cette politique avait même un nom, la Françafrique. Les commentateurs parlaient d'indépendance du drapeau, où seul ce dernier changeait.

Cette subordination s'est formalisée à partir d'accords entre États qui garantissaient à la France sa présence militaire, le contrôle de la monnaie à travers le maintien du Franc CFA (voir encadré), le monopole de l'accès aux matières premières, particulièrement le pétrole et l'uranium. En parallèle, des cohortes de coopérants français étaient présents dans les principaux ministères. Tous les chefs d'État «*bénéficiaient*» de conseillers politiques français. La situation en était parfois caricaturale comme en témoigne un des autocrates le plus fidèle à la France, le président congolais Denis Sassou Nguesso. Lors de sa visite à son homologue centrafricain Kolingba dans les années 1990, il expliquait: «*Lui ne faisait même pas semblant de diriger. Quand nous, chefs d'États voisins, arrivions à l'aéroport, c'est un certain commandant français, Mansion, qui se présentait en short et en chemisette, pour nous accueillir*» (2).

Autre anecdote tout aussi révélatrice, l'existence sous le règne de Félix Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, d'un couloir souterrain reliant l'ambassade française avec le palais présidentiel.

Le pré carré africain de la France a évolué. Il englobera les pays francophones issus de la colonisation belge. Un pré carré considéré comme le domaine réservé du Président français. Ce dernier pouvait déclencher autant d'opérations militaires qu'il jugeait nécessaires (voir encadré).

On trouve un cas similaire avec la doctrine Monroe qui a fondé les relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine. Elaborée au XIX<sup>e</sup> siècle, elle a évolué progressivement pour construire les fondements de la politique de Washington vis-à-vis des pays du continent sud-américain considéré comme chasse gardée étatsunienne.

\* Paul Martial est animateur d'Afriques en lutte et militant de la IV<sup>e</sup> Internationale en France.

1. Explication de vote de François Asensi (Front de gauche) au nom du groupe parlementaire Gauche démocrate et républicaine. Cf.: Assemblée nationale, XIV<sup>e</sup> législature, session ordinaire de 2012-2013, compte rendu intégral, séance du lundi 22 avril 2013.

2. «On s'en prend à l'Afrique parce qu'elle est faible» - Denis Sassou-Nguesso, *Paris Match*, 17 décembre 2013.

### Opérations militaires

Les interventions militaires françaises se suivent et se ressemblent. Les arguments restent toujours les mêmes, le maintien de la stabilité de la région, la préservation de l'ordre constitutionnel, la sauvegarde des ressortissants français ou européens ou la lutte contre le terrorisme. Cependant il s'agit surtout de maintenir au pouvoir des gouvernements, pour la plupart des dictatures et assurer ainsi l'ordre néocolonial.

- 1962 – intervention militaire au Sénégal pour maintenir Léopold Sédar Senghor au pouvoir et maintenir l'ordre dans le pays.
- 1964 – les parachutistes interviennent à Libreville au Gabon pour sauver la dictature de Léon Mba.
- De 1968 à 1972 – les troupes françaises opèrent au Tchad pour mater la rébellion au Tibesti.
- 1977 – Opération Mazurka: mise en place d'un pont aérien contre la rébellion de Shaba et pour la défense de Mobutu.
- 1977 – Opération Lamantin: intervention en Mauritanie contre le Front Polisario.
- 1978 – Opération Tacaud: intervention au Tchad avec envoi de 2 000 hommes pour rétablir l'ordre et la stabilité du pays (l'opération durera deux années).
- 1978 – Opération Bonite: deuxième intervention au Zaïre lors de la guerre au Shaba, 600 parachutistes sautent sur Kolwezi.
- 1979 – Opération Caban: intervention en Centrafrique pour destituer Bokassa.
- 1983-1984 – Opération Manta: intervention de 3 000 militaires au Tchad pour défendre Hissène Habré contre Goukouni Oueddeye.
- 1986 – Opération Épervier: intervention aérienne dans le Nord du Tchad à Ouasi-Doum et installation d'un dispositif aérien à N'Djaména.
- 1986 – Intervention au Togo pour défendre la dictature de Gnassingbé Eyadéma.
- 1989 – Opération Oside: intervention de 200 militaires aux Comores.
- 1990 – Opération Requin: intervention des troupes française à Libreville et Port-Gentil au Gabon pour mater les émeutes.
- 1990-1993 – Opération Noroît: envoi de 600 soldats pour défendre la dictature de Juvénal Habyarimana contre le Front Patriotique Rwandais (FPR).
- 1991 – Intervention au Zaïre lors d'émeutes.
- 1991 – Opération Godoria: sécurisation de Djibouti, base militaire française sur la corne de l'Afrique.
- 1992-1994 – Opération Turquoise: 500 parachutistes interviennent au Rwanda juste avant le déclenchement du génocide, puis 2 500 après pour mettre en place notamment l'exfiltration des principaux coupables du génocide.
- 1995 – Opération Azalée: intervention aux Comores de près de 1 000 soldats.
- 1996 – Opérations Almandin 1 et 2: deux interventions successives regroupant plus de 2 000 militaires en Centrafrique.
- 1997 – Opération de représailles contre des combattants centrafricains suite à la mort de deux soldats français.
- 1997 – Opération Pélican: interventions successives au Congo Brazzaville employant plus d'un millier de militaires.
- 1998 – Installation d'un dispositif militaire au Congo Kinshasa
- 1999 – Opération Khor Angar: intervention à Djibouti de sécurisation du port et de l'aéroport.
- 2002 – Opération Licorne: intervention en Côte d'Ivoire autour de quatre mille soldats.
- 2003 – Opération Boali, suite aux troubles en République centrafricaine
- 2003 – Opération Artémis: intervention au Congo Kinshasa notamment dans le nord-est du pays en Ituri.
- 2007 – Opération Alcyon: intervention maritime en Somalie.
- 2009 – Opération Sabre au Burkina Faso.
- 2011 – Opération Harmattan: destitution du colonel Kadhafi.
- 2013 – Opération Serval au Mali.
- 2013 – Opération Sangaris en République centrafricaine.
- 2014 – Opération Barkhane sans la bande sahélo-saharienne.
- 2016 – Opération Sirli en Égypte: initialement contre djihadistes, détournée par les autorités égyptiennes pour neutraliser des simples contrebandiers.

La Françafrique a évidemment évolué mais les fondamentaux sont restés. On peut distinguer quatre axes: une présence militaire, le maintien d'un contrôle monétaire, un soutien au pouvoir en place et une solidarité diplomatique. Certes il y a eu tout au long de l'histoire des changements. Ce que la France pouvait faire impunément, par exemple prêter main-forte pour rétablir la dictature de Léon Mba au Gabon en 1964, ou au contraire renverser en Centrafrique Bokassa qui se rapprochait dangereusement de la Libye de Kadhafi, est désormais bien plus difficile, notamment après la complicité de l'armée française dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994.

Concernant le Franc CFA, les autorités françaises ont dû accepter des évolutions dans la gestion de cette monnaie. Enfin, au plan diplomatique, la France n'a plus le leadership sur ses anciennes colonies, comme on a pu le voir dans le vote condamnant l'agression de la Russie en Ukraine où des pays comme le Sénégal, le Togo, le Cameroun ou la République du Congo, alliés traditionnels de la France, se sont abstenus.

### Crise de la politique néocoloniale de la France en Afrique

La profonde crise de l'impérialisme français en Afrique a été cachée par les soi-disant succès militaires de l'armée française au Mali avec l'opération Serval. Pour rappel, l'intervention impérialiste en Libye de la Grande-Bretagne et de la France, soutenue par les États-Unis, a eu pour effet de totalement déstabiliser la région. Nombre de Touareg originaires du Mali, intégrés à l'armée de Kadhafi, sont retournés dans leur pays avec armes et bagages au sens propre. Ils ont entamé une guérilla qui en a favorisé une autre, celle des djihadistes.

Pour contrer l'avancée des rebelles islamistes, le président malien de l'époque, Amadou Toumani Touré, a sollicité une intervention armée de la France. Celle-ci eut lieu sous le nom d'opération Serval. Cette intervention n'a nullement terrassé les terroristes comme l'ont prétendu les autorités françaises. Elle a eu pour effet de fragmenter les forces djihadistes qui se sont éparpillées dans le nord du pays. Puis l'opération Serval s'est transformée en opération Barkhane avec un accroissement géographique de son champ

d'intervention sur la bande sahélo-saharienne. Barkhane intervenait sur trois pays, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Qui ont depuis tous connu un coup d'État.

Malgré les promesses, l'armée française a été dans l'incapacité de rétablir une situation sécuritaire acceptable pour les populations. Au contraire, elle a considérablement empiré au point que les différents groupes armés contrôlent près des trois quarts du territoire malien aux dires d'Alioune Tine, un expert mandaté par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, et plus de 40 % au Burkina Faso. Cet échec a entaché la crédibilité de la France.

Mais les ressentiments d'une grande partie de la jeunesse africaine contre la politique française sont bien antérieurs. Un des anciens présidents de la République française, Nicolas Sarkozy, avait défrayé la chronique lors de son discours de Dakar en 2007. Il déclarait que l'Afrique n'était pas rentrée dans l'histoire. Cette affirmation reprenait la vision de Hegel du continent et a été battue en brèche par les historiens depuis des décennies. Toujours dans le même discours, il considérait que la colonisation avait eu des aspects positifs. Très récemment Bruno Retailleau, président au Sénat du groupe conservateur Les Républicains, évoquait les belles heures de la colonisation.

Avec Emmanuel Macron l'arrogance continue. Une fois il lance une blague humiliante vis-à-vis de son hôte et homologue burkinabé, une autre, il disserte sur le taux de fécondité trop élevé des femmes africaines qui serait la source des difficultés de l'Afrique. En République démocratique du Congo (RDC), il déclare que ce pays est incapable de défendre sa souveraineté, que la France n'y est pour rien, omettant de dire que la crise sécuritaire est en grande partie la conséquence de l'opération Turquoise. En effet la France a exfiltré en RDC des milliers de génocidaires du Rwanda qui ont mis à sac la région du Kivu. En début d'année 2020, comme il le ferait pour les préfets de département, Macron convoque les présidents africains du Sahel à Pau, pour les tancer. Ces derniers ne défendraient pas assez les troupes françaises intervenant dans leur pays.

À cela s'ajoute la politique migratoire répressive de la France, les mesures islamophobes sous prétexte de laïcité et sa politique à géométrie variable. Paris condamne les coups d'État du Mali, du Burkina ou du Niger mais adoube au Tchad la prise de pouvoir par le fils du dictateur



Le président français Macron et son homologue gabonais Ali Bongo, au palais présidentiel à Libreville, le 1<sup>er</sup> mars 2023. Une image illustrant le paternalisme colonial de la France. © AFP / Ludovic Marin.

défunt Idriss Déby, fait des déclarations ronflantes sur la démocratie en Afrique tout en félicitant les autocrates élus suite à des farces électorales ou/et des manipulations constitutionnelles.

La France apparaît comme un pays accroché à sa politique néocoloniale. Le dernier épisode en date est le Niger. Sous prétexte de ne pas reconnaître le gouvernement mis en place par les putschistes, les autorités françaises maintiennent son ambassadeur pourtant déclaré persona non grata, et refusent de faire partir ses 1 500 militaires stationnés à Niamey. Une position incohérente car toutes les opérations conjointes contre les djihadistes entre l'armée nigérienne et française sont annulées. Devant les mobilisations des Nigériens qui bloquaient l'ambassade de France et la base militaire, les autorités françaises ont dû reculer et annoncer le départ des troupes avant la fin de l'année. Dans le même temps, le gouvernement Macron s'aligne sur l'aile la plus belliciste de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) favorable à une intervention militaire. La vigilance est de mise car même pendant la période de retrait, l'emprise française pourrait toujours être une base de soutien à une opération militaire de la Cédéao. Une hypothèse plausible. En effet le Monde nous apprend qu'une intervention française était prévue pour libérer le président déchu Mohammad Bazoum, et fut annulée au dernier moment à sa demande. D'autres exemples existent sur l'interférence de l'armée française dans des problèmes internes des pays africains. Ainsi l'opération Licorne en Côte d'Ivoire prévue initialement pour maintenir la paix entre rebelles menés par Alassane Ouattara et le gouvernement de Laurent Gbag-

bo, a été utilisée pour renverser ce dernier en 2011. Plus près de nous, en 2019, l'armée française a bombardé les colonnes du mouvement rebelle Union des forces de la résistance (UFR) et ainsi sauvé la mise à la dictature d'Idriss Déby au Tchad.

La politique jusqu'au-boutiste de la France la mène à une diplomatie indigne. Dernièrement toutes les scènes artistiques publiques doivent cesser toute coopération avec les artistes du Niger, du Burkina Faso et du Mali. Les visas des étudiants de ces trois pays sont suspendus. Comme si artistes et étudiants étaient responsables des coups d'État dans leur pays.

## Une profonde évolution des pays africains

Le ressentiment contre la France et plus globalement contre les pays riches s'explique aussi par les changements profonds que vivent les pays africains.

La vague de démocratisation initiée dans les années 1990 s'est opérée en même temps que les politiques d'ajustements structurels imposés par les institutions financières internationales. Et pour les pays du Franc CFA, le ministère des Finances français a décidé en 1994 une dévaluation de la moitié de sa valeur, entraînant des baisses de niveau de vie considérables. Les gouvernements africains ont montré leur incapacité à initier une autre politique économique. Non seulement ils se sont soumis aux exigences de la Banque Mondiale et du FMI mais la plupart de leurs membres en ont largement profité lors des privatisations des pans entiers de l'économie. Cela a entraîné parmi les populations, d'une part, une déconsidération des politiciens qui profitent d'une démocratie factice

## Françafrique

et, d'autre part, une certaine popularité des coups d'État.

Des évolutions profondes ont vu le jour sur le continent. Les relations entre éleveurs et agriculteurs se sont largement détériorées, du fait de la crise climatique. Les conflits autour des points d'eau et des terres sont source de violents conflits qui pour certains se communautarisent. C'est un terrain fertile pour les différents groupes islamistes qui tirent parti de ces divisions et souvent les alimentent. Parfois, leur politique vise à remettre en cause les hiérarchies sociales de certaines sociétés africaines. C'est le cas notamment pour les islamistes de la Katiba Macina présents au centre du Mali. Ils s'adressent principalement aux pasteurs peuls défavorisés. Ils remettent en cause les sommes à payer pour le pâturage des troupeaux, mais aussi critiquent les marabouts, dignitaires religieux, pour leur cupidité. Certains observateurs d'ailleurs n'hésitent pas à qualifier les luttes djihadistes dans le centre du Mali de lutte radicale des populations rurales pauvres.

D'autres changements se font jour avec la contestation des subordinations sociales, qu'elles soient liées au lignage servile, c'est-à-dire les familles descendantes d'esclaves, ou aux cadets qui ont un devoir de soumission aux aînés. Les luttes des femmes en ville mais aussi dans les campagnes et qui ont, en Afrique de l'Ouest à l'image de la Sierra Léone, remporté des succès sur la question du droit des femmes à posséder la terre.

La conséquence de ces évolutions est que les populations, notamment les plus jeunes, ne sont plus disposées à vivre comme avant. Les discours proposant une alternative crédible à des gouvernements mal élus et corrompus bénéficient d'un assentiment d'une jeunesse sans perspectives. Ces discours sont portés au Sahel par les islamistes armés ou non, et par les putschistes qui utilisent une rhétorique nationaliste. Il existe un point commun entre ces deux tendances, la défiance contre l'Occident.

Les autorités françaises ont été incapables de mesurer et de tenir compte de ces profonds changements. Pour prendre un seul exemple, lors de l'opération Barkhane, la France a imposé sa solution, celle d'un règlement militaire du conflit. Pourtant au Mali, la Conférence d'entente nationale qui avait commencé ses travaux en 2017, s'était positionnée

## Le Franc CFA

Les noms successifs du franc CFA témoignent de la volonté des autorités françaises d'opérer des changements cosmétiques sans rien céder sur le fond.

De Franc des Colonies françaises d'Afrique, il est passé au Franc de l'Afrique Occidentale française pour s'appeler enfin Franc de la Communauté financière en Afrique. Nom bien plus acceptable.

Il existe deux Francs CFA, l'un utilisé par les pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), l'autre par les pays d'Afrique Centrale (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo et Tchad)

Avant la dernière réforme, le système du Franc CFA reposait sur trois piliers :

- L'obligation pour les pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) de déposer la moitié de leur réserve de change au Trésor public français.
- La présence des représentants français du ministère de l'Économie et des finances dans les instances de décision de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui fonctionnait au consensus – donnant de fait un droit de veto à la France.
- Une parité fixe du franc CFA à l'euro.

Le Franc CFA est devenu le symbole des survivances coloniales françaises en Afrique et objet d'importantes luttes sur le continent.

En déclarant : « *J'ai entendu les critiques, je vois votre jeunesse qui nous reproche de continuer une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc rompons les amarres* » Macron va tenter de réformer uniquement le Franc CFA d'Afrique de l'Ouest en le remplaçant par l'ECO. Cette dernière qui devait être lancée en 2020 a été reportée sine die.

Bref, 60 ans après, les amarres ne sont toujours pas rompues !

pour l'ouverture de négociations avec les rebelles islamistes, au moins ceux qui étaient maliens. En 2019, lors de la tenue du dialogue national inclusif, de nouveau la même requête a été formulée par les organisations de la société civile. La France s'y est opposée avec constance. Elle a imposé sa politique, celle du tout sécuritaire avec le succès que l'on connaît. Ironie de l'histoire, les putschistes des pays sahéliens dont la verve anti-française est avérée ne font que reprendre les mêmes recettes, se refusant à essayer de traiter politiquement les conflits qui sévissent dans la région.

### Compétition interimpérialiste

Là où la France était considérée comme le garant de la stabilité en jouant son rôle de gendarme de l'Afrique, la débâcle de l'intervention militaire au Sahel rebat les cartes. Si la présence chinoise se manifeste au niveau économique, elle est aussi de plus en plus militaire à travers sa base à Djibouti, ses formations militaires d'officiers africains ainsi que les ventes d'armes. Il en va de même pour la Russie, qui depuis 2014 fait un grand retour sur le continent, bénéficiant à la fois d'un passé de solidarité anticoloniale, d'une politique qui s'oppose à l'Occident et de la faiblesse de l'impérialisme français. Rappelons que

c'est sur les conseils de la diplomatie française, qui aux Nations unies maintenait son veto sur les importations d'armes à destination de ce pays, que le gouvernement de la République Centrafricaine s'est tourné vers les Russes. Flairant la bonne occasion Sergueï Lavrov a proposé au Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra un partenariat militaire avec l'implantation de de la milice Wagner.

Les États-Unis aussi prennent leur distance avec la politique française en Afrique. Le cas du Niger est révélateur. Washington qui possède une importante base militaire a choisi la négociation avec les putschistes plutôt que la confrontation comme le fait la France. Au-delà de la nécessité de préserver sa présence dans le pays, les États-Unis tirent un bilan négatif de la stratégie de lutte contre le terrorisme mise en œuvre par Paris au Sahel.

Si la France fait figure en Afrique d'un empire en déclin, son pouvoir de nuisance contre les populations reste cependant important. Comme en témoignent ses différents soutiens aux autocrates africains, au Tchad, au Togo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire etc. D'où la nécessité pour les forces progressistes de maintenir une lutte intransigeante contre le néocolonialisme de la France en Afrique et d'abrèger l'agonie de la Françafrique qui est décidément bien trop longue. ■

# « Nous devons consolider la voie de la démocratisation »

Entretien de Mariana Carneiro avec Sumaila Jaló\*

**Mariana Carneiro:** *Dans quel contexte politique, social mais aussi économique se sont déroulées les élections législatives de juin dernier ?*

**Sumaila Jaló:** Les élections de juin dernier se sont déroulées dans le contexte très difficile d'un autoritarisme profondément violent. Une dictature est en place depuis le 27 février 2020, elle entre dans sa quatrième année. L'accession unilatérale de l'actuel président Umaro Sissoco Embaló à la présidence de la République s'est faite avant que le contentieux électoral ait été tranché par la Cour suprême. Depuis lors, et surtout jusqu'aux élections de juin, la Guinée-Bissau a connu un climat de persécution politique des opposants au président et à sa sensibilité politique, avec des enlèvements et passages à tabac de citoyens qui ne s'alignent pas sur son autoritarisme ou qui s'opposent à sa dictature et à celle de sa famille politique, ainsi qu'au dysfonctionnement total de l'administration publique. L'exemple le plus clair est que depuis 2019 (c'est un héritage du gouvernement précédent) jusqu'en 2022, les écoles publiques n'ont tout simplement pas fonctionné en Guinée-Bissau. En d'autres termes, nous avons eu trois années scolaires invalides. Et notre système de santé, qui était déjà profondément faible, est devenu chaotique sous le régime d'Umaro Sissoco Embaló.

Pour vous donner une idée, pendant la pandémie, à partir de 2020, lorsque davantage de cas d'infection par le Covid-19 ont commencé à apparaître en Guinée-Bissau, et jusqu'à la fin de 2022, au lieu d'utiliser les centres de santé, les hôpitaux et le système de santé pour atténuer la propagation de la pandémie et protéger la population, ce sont les forces de sécurité qui ont été utilisées pour réprimer les citoyens, en particulier les femmes – qui sont à la base de l'économie nationale grâce à leurs activités informelles sur les différents marchés de notre pays – en leur interdisant l'accès aux lieux où elles exercent leur activité pour la subsistance de



Sumaila Jaló en manifestation. © Sumaila Jaló

leurs familles. La police était partout, surtout dans les villes du pays, dans les zones les plus urbaines, pourchassant les gens, leur interdisant les activités essentielles à leur survie. Cette persécution a généré une vague de famine, qui a également fini par accentuer la propagation de la pandémie elle-même dans tout le pays, et par aggraver d'autres formes de maladies que le système de santé, très faible, combattait déjà avec peu de moyens.

Dans le sillage de la pandémie, on a tenté d'excuser l'incapacité du régime à résoudre les revendications des enseignants des écoles publiques qui, depuis 2019, réclament des salaires impayés. Des centaines d'enseignants ont été retirés du système éducatif au motif que le gouvernement n'avait plus les moyens d'embaucher ces professionnels et de payer leurs salaires. Nous parlons d'un contexte où il y a des localités à l'intérieur du pays où les écoles ne fonctionnent tout simplement pas, par manque d'enseignants. En d'autres termes, même si ces centaines d'enseignants étaient restés dans le système, nous aurions toujours des localités sans enseignants et des écoles avec des portes fermées parce qu'il y a une pénurie de professionnels. C'est dans ces circonstances que l'État retire les enseignants du système, sous prétexte qu'il n'y a pas assez de fonds pour payer leurs salaires. Dans le même temps, l'État lui-même continue à former des enseignants, pour qu'ils se retrouvent au chômage et dans une situation de précarité, de chômage et d'abandon total.

C'est dans cette situation, avec toutes ces difficultés et alors que le pays est dirigé par un régime dictatorial violent, que se sont déroulées les dernières élections en juin.

Mais il faut ouvrir une parenthèse et dire que le système électoral bissau-guinéen, malgré toutes les difficultés rencontrées par le pays, est un système relativement sûr, et les élections sont surveillées par des observateurs électoraux tels que l'Union européenne, l'Union africaine, la CPLP et d'autres observateurs internationaux. Bien que ces derniers aient l'habitude de se dérober à leur responsabilité de prendre des positions claires sur les différentes tentatives qui peuvent être faites pour mettre en péril la vérité électorale, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un rôle important à jouer dans le processus électoral. Si ce contrôle est effectué correctement, il est difficile de falsifier les résultats du vote populaire, car le système est conçu de manière à ce que le processus soit suivi du début jusqu'à sa fin.

C'est dans ce contexte que nous nous sommes rendus aux élections, au cours des-

\* **Sumaila Jaló** est militant des mouvements sociaux guinéens et chercheur. Professeur de l'enseignement secondaire à Bissau (2014-2018), il prépare actuellement un doctorat à l'université de Coimbra au Portugal. Il est membre du comité de rédaction de *Agenda Cultural de Bissau*. **Mariana Carneiro**, sociologue et historienne, spécialiste du droit du travail, est journaliste de *Esquerda.net*. Cet entretien a d'abord été publié par *Esquerda.net* le 17 septembre 2023. (Traduit du portugais par JM).

## Guinée-Bissau

quelles le peuple a donné une réponse forte contre les partis qui soutenaient le gouvernement d'Umaro Sissoco Embaló.

**Mariana Carneiro:** *Avant de parler des élections elles-mêmes, j'aimerais aborder un point que vous dénoncez. Parallèlement à la paupérisation de la population, il y a une élite qui se concentre autour d'Umaro Sissoco Embaló et qui se nourrit des réseaux de corruption. L'institutionnalisation de la corruption est-elle également une caractéristique de ce régime ?*

**Sumaila Jaló:** En Guinée-Bissau, la corruption n'a pas été institutionnalisée par ce président ou ce régime. C'est l'ensemble du système politique qui est pourri. C'est tout le système politique qui est criblé de clientélisme, de corruption et d'autres maux qui empêchent les ressources publiques d'être canalisées vers la construction de possibilités pour une vie plus digne pour la population guinéenne.

L'arrivée au pouvoir de l'actuel Président de la République et de sa famille politique a exacerbé la corruption. À ses côtés se trouvent les personnalités politiques et les hommes d'affaires les plus pervers de Guinée-Bissau. Des personnes accusées d'autres formes de criminalité, comme le trafic de drogue, la participation à des coups d'État qui ont déjà eu lieu dans le pays et le pillage du Trésor public lui-même, parce qu'il s'agit de personnes qui ont toujours eu accès à des postes publics qui leur permettent également d'avoir des moyens de prélever sur le Trésor public pour alimenter leurs dividendes.

Cette famille politique, particulièrement perverse, accompagne le Président de la République et n'hésite pas à utiliser tous les mécanismes répressifs pour se maintenir au pouvoir et assurer la continuité des pratiques néfastes du système politique. Celles-ci empêchent le progrès du pays et les transformations politiques qui ont un véritable impact sur les structures de l'État et sur la vie des gens.

**Mariana Carneiro:** *Vous parlez d'intérêts nationaux. Mais y a-t-il aussi des intérêts étrangers en jeu aujourd'hui ?*

**Sumaila Jaló:** Oui, il y a aussi des intérêts étrangers. La Guinée-Bissau fait partie d'une communauté dominée par les anciennes colonies françaises. Et cette communauté, c'est la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), où la France a la main libre en imposant une monnaie, le franc CFA, dont la valeur de change est

contrôlée par la France. En d'autres termes, la sous-région ouest-africaine utilise une monnaie qui est française et dont les dividendes servent davantage les finances et les intérêts de la France que ceux des pays de la sous-région. Nous nous battons pour changer cela, et il n'est pas encore clair dans quelle mesure nous avons réussi à enlever cette domination à la France.

Mais il y a aussi d'autres intérêts. La Guinée-Bissau et le Cap-Vert sont deux pays d'Afrique de l'Ouest qui appartiennent à la communauté des pays de langue portugaise. Je parle du portugais officiel, car cette langue n'est pas parlée en Guinée-Bissau, et encore moins au Cap-Vert. Cette communauté est dominée par le Portugal, un pays qui a utilisé cet espace pour ses intérêts géopolitiques et diplomatiques, et qui se réfugie dans l'utilisation de la langue portugaise officielle dans ces structures pour imposer la domination portugaise d'une manière subjective mais très marquée et présente, influençant même les orientations du pouvoir. Par exemple, la consolidation du pouvoir d'Umaro Sissoco Embaló n'a été possible qu'avec la participation de l'État portugais. Marcelo Rebelo de Sousa et António Costa [le président de la République et le Premier ministre portugais] ont rendu possibles plusieurs voyages d'Umaro Sissoco Embaló, alors même que le contentieux électoral était en cours devant la Cour suprême de justice. Les voyages d'Umaro Sissoco Embaló au Portugal, les visites officielles au Portugal et les visites du Premier ministre et du président du Portugal en Guinée-Bissau, entre 2021 et 2022, ont contribué à redorer l'image de ce dictateur au niveau international et à le légitimer aux yeux des instances internationales qui hésitaient à se positionner face à l'accession unilatérale d'Umaro Sissoco Embaló à la présidence de la République.

**Mariana Carneiro:** *Ce dictateur ne semble donc pas gêner les intérêts français ou portugais. Peut-on le formuler ainsi ?*

**Sumaila Jaló:** C'est précisément parce que sa présence et sa permanence au pouvoir confèrent à ces pays un plus grand accès à l'instrumentalisation de la Guinée-Bissau pour leurs intérêts, non seulement économiques, surtout de la part de la France, mais aussi géopolitiques, dans le cas du Portugal.

**Mariana Carneiro:** *Quelles ont été les repercussions du mécontentement de la population guinéenne face à la situation actuelle sur les dernières élections législatives, et quel a été le rôle de la jeunesse en particulier ?*

**Sumaila Jaló:** Depuis 2012, la Guinée-Bissau a connu des transformations sociales très intéressantes dans le domaine de l'engagement politique des jeunes, à travers des mouvements sociaux de différentes natures. Je parle, par exemple, de mouvements artistiques comprenant des musiciens de rap qui dans leurs chansons dénoncent la situation de misère et de précarité dans laquelle vit le peuple, en blâmant directement et objectivement la classe politique corrompue qui, au cours de toutes ces années, a pris le pouvoir pour opprimer le peuple. Ou encore des mouvements liés aux arts visuels, avec des peintures murales qui non seulement relient le présent au passé, à travers un dialogue établi avec les héros de la lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau, mais mettent aussi en avant des exemples de lutte pour des transformations sociales qui ont un impact sur la vie de la population.

Mais je parle aussi de mouvements sociaux organisés politiquement, sans lien avec les partis politiques, parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans les programmes des partis qui constituent le système politique national. À travers les manifestations de rue, les réseaux sociaux et les contestations dans les médias, dans les diasporas guinéennes et en Guinée-Bissau même, notamment dans la ville de Bissau où se concentrent la plupart des contestations politiques et publiques – ces mouvements dénoncent le système et proposent des voies pour que le pouvoir soit réellement populaire, et que ce pouvoir populaire s'exerce au bénéfice de la population. Parmi ces mouvements sociaux, trois d'entre eux, très présents, sont des mouvements étudiants, non pas de l'enseignement supérieur, mais de l'enseignement primaire et secondaire.

Il y a également des initiatives féminines et féministes. Les mouvements de femmes qui, à partir de l'Assemblée nationale populaire, luttent pour l'espace des femmes en politique et ont même obtenu une loi sur la parité qui permet aux partis politiques d'exiger qu'au moins 36 % de leurs candidats au poste de député soient des femmes. Bien que le patriarcat latent dans le système politique ait empêché l'adoption de mesures visant à rendre cette exigence obligatoire et ait privé la loi sur la parité de sa partie la plus transformatrice (qui aurait pu avoir un impact plus important sur la présence des femmes en politique), il s'agit d'un pas important vers une plus grande présence des femmes en politique et dans la prise de décisions qui changent leur condition de personnes subalternes.

Une autre priorité des femmes, plus présente chez les 20-30 ans, concerne des questions telles que les violences domestiques, le harcèlement dans l'espace public, la liberté pour les femmes de participer à la vie publique sur un pied d'égalité avec les hommes, et que les hommes assument les mêmes tâches parentales, les mêmes devoirs sociaux et les mêmes responsabilités que les femmes, y compris au sein de l'espace familial.

C'est une lutte dans plusieurs directions qui a progressivement conduit à des déconstructions et à de nouvelles constructions dans le sens d'une société plus juste et plus égalitaire.

Tout cela est relayé par des mouvements sociaux et par des personnes qui, à partir de ces mouvements sociaux, s'expriment dans le sens d'une nouvelle configuration politique et sociale en Guinée-Bissau. C'est une lutte en cours qui, si elle continue, pourrait apporter des changements positifs et profondément progressifs en Guinée-Bissau vers ce dont rêvaient Amílcar Cabral et ses camarades, et qui était la base de leurs mobilisations pour la lutte pour l'indépendance. Je mentionne Cabral pour dire que ce n'est pas quelque chose de nouveau, nous ne l'avons pas inventé aujourd'hui, c'est une continuité d'une lutte connaissant sa base idéologique et connaissant la complexité du contexte national, qui fait également partie d'un contexte international difficile.

**Mariana Carneiro:** *Qu'attend-on des résultats des élections et quel est le risque de crise politique et constitutionnelle, étant donné que le président ne semble pas disposé à accepter un changement de régime ?*

**Sumaila Jaló:** L'État de Guinée-Bissau n'est pas démocratique. Si nous l'analysons dans tous ses aspects sociaux, politiques, culturels et autres, ce n'est pas un État démocratique. Mais l'enjeu est de savoir si nous choisissons la voie de la démocratisation, un processus que nous avons entamé en 1991 et qui a encore un long chemin à parcourir, ou si nous choisissons la voie de la stagnation, de l'institutionnalisation de la peur et des idées profondément rétrogrades – ce qui empêcherait ce processus de démocratisation.

Les deux camps politiques en présence n'offrent pas de véritables garanties. Au sein de l'élite politique qui se dispute le pouvoir, il existe une sensibilité moins réactionnaire avec laquelle la démocratisation peut être discutée. C'est plus ou moins cette sensibilité qui a gagné les élections législatives de juin. Mais tant que l'autre sensibilité, plus

réactionnaire, aux idéaux plus rétrogrades, continuera d'occuper la présidence de la République, nous courrons le risque que la possibilité de lutte pour la démocratisation, aux côtés de la sensibilité la moins réactionnaire, soit interrompue et que nous retournions à la situation des trois dernières années, dont nous ne sommes pas tout à fait sortis. C'est pourquoi la prochaine élection présidentielle sera cruciale.

Au-delà d'une version moins réactionnaire du pouvoir actuel, au-delà de cette version qui permet une autre forme de débat public sur les priorités du pays en termes sociaux, culturels et politiques, et sur des agendas pour des transformations majeures dans la vie des Guinéens, il y a un enjeu primordial, et c'est la prochaine élection présidentielle.

Cette élection sera fondamentale pour consolider le retour sur la voie de la démocratisation. Si nous sortons de cette élection avec un président issu de la faction la moins réactionnaire, nous reprendrons le chemin des débats sains et des confrontations dans un cadre de démocratisation avec un moindre degré de violence de l'État contre ceux qui ne sont pas d'accord, ceux qui s'opposent, ceux qui indiquent d'autres voies de manière démocratique et pacifique. Si nous continuons avec la version la plus réactionnaire à la présidence de la République, nous mettons en péril le cadre de gouvernement qui a commencé en juin avec la victoire de la coalition de la faction la moins réactionnaire aux élections législatives.

C'est pourquoi les prochaines élections présidentielles sont cruciales. Tout ce que nous faisons, toutes les conquêtes, petites ou grandes, accumulées jusqu'à l'élection présidentielle seront compromises si nous continuons avec le président actuel après les élections, qui auront lieu l'année prochaine.

**Mariana Carneiro:** *Tu soulignes que le cadre électoral est fondamental dans ce conflit. Mais est-ce que la mobilisation sociale, la lutte qui se déroule dans les rues du pays, n'est pas essentielle pour ce changement politique ?*

**Sumaila Jaló:** Elle est fondamentale. Et ces mouvements sont de plus en plus politisés. Ce sont des mouvements qui ont vu le jour dans le but de répondre aux exigences du moment. Et au fur et à mesure qu'ils progressent, ils découvrent qu'il y a un problème plus important, qu'il y a un système politique dépassé qu'il faut affronter. Certains de ces mouvements évoluent déjà vers cette politisation croissante, qui implique de comprendre que les demandes des femmes

ne seront pas résolues si l'espace politique est dominé par des sensibilités patriarcales et sexistes. Et aussi que les changements dans le secteur de l'éducation ne se produiront pas si la version la plus réactionnaire du système politique reste au pouvoir.

Il y a aussi la question de la consolidation de l'identité guinéenne elle-même, qui est très importante dans un contexte où plusieurs identités sont exposées dans l'espace public. Amílcar Cabral et ses compagnons n'ont pas imaginé la dynamique de construction d'une identité par hasard. Ils n'ont pas proposé l'unité des Guinéens comme une formule pour légitimer ensuite l'unité avec le Cap-Vert, comme beaucoup ont tendance à le dire. Il s'agit d'une unité entre différentes identités ethniques qui, si elles ne s'unifient pas, mettent en péril le projet bissau-guinéen. En fait, le président actuel fait ouvertement tout ce qu'il peut pour compromettre ce projet, en adoptant dans l'arène politique des discours de division identitaire et en supposant qu'une partie de la population peut le maintenir au pouvoir et garantir qu'il y restera, en fonction de ses sympathies religieuses et ethniques. Cela ouvre la voie à un problème que la Guinée-Bissau n'avait pas auparavant: des conflits entre ces identités qui conduisent ensuite au type de radicalisme qui se produit surtout dans les pays de la sous-région voisins de la Guinée-Bissau: au Burkina Faso, au Nigeria, au Mali, etc.

Par conséquent, ces mouvements sociaux, disais-je, doivent relever le défi de devenir de plus en plus politisés. Mais à l'heure actuelle, cette politisation ne doit pas passer par l'esprit de parti. L'esprit de parti n'est pas un crime, et ce serait un moyen d'avancer s'il y avait un parti avec le même programme, avec les mêmes idéaux progressistes et avec l'objectif de transformer la société vers plus de justice et d'égalité. Tant qu'un tel parti n'existe pas, la politisation doit avoir lieu au sein même de ces mouvements et dans la dynamique de la lutte.

Nous verrons bientôt ce qui se passera en termes politiques, mais l'hypothèse de ce parti pris politique est fondamentale. Les transformations que nous exigeons, toutes les transformations féminines, les transformations sociales, en termes d'éducation et de santé, d'employabilité et d'emploi d'une population essentiellement jeune, de justice sociale et d'égalité en Guinée-Bissau ne se produiront jamais si nous n'avons pas à la tête de l'État des personnes et des institutions qui accordent la priorité à ces objectifs. ■

# La gauche sous-estime le danger de l'extrême droite

Par  
Martín Mosquera\*

Le bouleversement politique de l'élection primaire du 13 août est considérable. Il n'est d'ailleurs pas facile d'en saisir toutes les dimensions. Tout d'abord, l'extrême droite a été laissée aux portes du pouvoir. Ce qui paraissait impossible semble aujourd'hui inéluctable. Une force politique quasi inexistante, sans structure de parti, sans candidats provinciaux, sans sénateurs ni gouverneurs, a atteint une position surprenante dans un système politique conçu pour empêcher l'entrée de forces extérieures. Pourtant, réduire le tremblement de terre du 13 août à l'irruption de Javier Milei, chef du parti libertarien d'extrême droite, serait sous-estimer l'ampleur des changements en cours. Comme souvent, il n'est que le symptôme («morbide», selon l'expression usuelle) de bouleversements tectoniques qui ne sont pas immédiatement détectables.

La performance de Javier Milei est étroitement liée à ce qui est probablement l'événement fondamental de cette conjoncture: la crise du péronisme, le corps céleste autour duquel gravite le système politique argentin depuis 1945.

---

\* Martín Mosquera, chargé de cours à l'Université de Buenos Aires et rédacteur en chef de *Jacobin América Latina* est militant de Democracia Socialista, organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale en Argentine. L'auteur tient à remercier Adrián Piva, Ariel Feldman et les membres de la rédaction de *Jacobin* pour leurs commentaires et suggestions sur la version préliminaire de ce texte. Cet article a d'abord été publié le 23 septembre 2023 par *Jacobin América Latina* (Traduit de l'espagnol par AL).

1. Juntos por el Cambio (Ensemble par le changement) est une coalition politique nationale fondée en 2019. C'est un élargissement de l'alliance Cambiemos, formée en 2015, intégrant principalement les partis Proposition républicaine, Union civique radicale et Coalition civique, pour incorporer le courant péroniste représenté par Miguel Ángel Pichetto, ex-chef du groupe au Sénat.

Le péronisme n'est pas un parti comme les autres. Sa capillarité sociale, son mimétisme avec les structures de l'État, ses réseaux territoriaux (militants ou clientélistes), ses liens avec le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux, en font une force politique d'une résilience rarement égalée. Entre 1946 et 1983, il n'a jamais perdu une élection où il était présent (c'est-à-dire il était légal). Son plancher électoral, lorsqu'il se présentait en tant que parti unifié, a toujours été d'environ 40 % aux élections présidentielles. Dans le cadre du système actuel de primaires, son résultat le plus modeste a été obtenu en 2015 avec 38 % des voix, mais il était en concurrence à cette occasion avec une autre liste péroniste qui a atteint 14 %. Le 13 août dernier, il s'est présenté aux urnes unifié (mais divisé en deux listes internes, ce qui a probablement empêché une chute plus importante) et sa part des voix est tombée à 27 %. Pour la première fois, le péronisme est sur le point de perdre sa majorité au Sénat et cède le contrôle de gouvernorats historiquement considérés comme ses bastions (Santa Cruz, San Juan et Chaco en sont des exemples notables).

Face à chacune des grandes crises que le pays a connues depuis la restauration de la démocratie (1989, 2001, 2019), le péronisme est apparu comme le «parti de l'ordre», capable de mettre un terme à l'effondrement de l'État et de rétablir la gouvernabilité. En raison de cette capacité particulière, une crise du péronisme de cette ampleur est elle-même, dans une certaine mesure, une crise de l'État.

Cependant, l'impact des changements en cours ne se limite pas au péronisme. La droite traditionnelle, qui se préparait avec assurance à recevoir le pouvoir dans le cadre d'une alternance électorale conventionnelle, est maintenant confrontée à son propre effondrement possible. Dans les primaires de Juntos por el Cambio (1), Patricia Bullrich, la candidate qui

avait le programme d'austérité le plus agressif et qui soutenait ouvertement le recours à la répression contre les mobilisations sociales, a remporté la victoire. Sans l'émergence de Milei, c'est elle qui, à juste titre, attirerait le plus l'attention: pour la première fois depuis le retour de la démocratie, un parti majoritaire présente un candidat ouvertement orienté vers l'ultra-droite. Néanmoins, Juntos por el Cambio a connu un recul électoral par rapport à la très mauvaise élection de 2019, à la fin du mandat de Macri. La droite, qui espérait revenir au pouvoir, est désormais plus proche d'une crise interne que de la formation d'un gouvernement, risquant d'être exclue du second tour et confrontée à des divisions internes.

Enfin, l'élection du 13 août a marqué le taux d'abstention le plus élevé de l'histoire des élections présidentielles, avec une participation de 69 % des électeurs inscrits. L'absentéisme a augmenté de plus de 6 points par rapport à l'élection de 2019, soit un nombre d'électeurs qui pourrait être décisif pour le résultat final.

Dans le contexte d'une probable crise organique de l'État, selon le terme que Gramsci a forgé dans les années 1930, l'accès au pouvoir de l'extrême droite rendrait possible ce que les rapports de force sociaux de la période précédente ont réussi à faire échouer: une thérapie de choc néolibérale qui briserait durablement la résistance sociale à l'ajustement qui s'est imposé après 2001. Cette situation pourrait donner lieu à une solution «césariste», selon la terminologie de Gramsci, visant à débloquer par une solution de force l'impasse sociale que nous connaissons.

## L'économie et ses mécontentements

S'il y aurait beaucoup à analyser autour des changements sociologiques de la classe ouvrière, de l'impact idéologique

de la pandémie ou des tendances à l'individualisation de la main-d'œuvre, une explication des événements actuels est plus évidente: la longue phase de stagnation (2), qui affecte le capitalisme argentin depuis 2011-2012, s'est transformée en récession et en crise ouverte à partir de 2018. À travers un processus inflationniste de grande ampleur, le pouvoir d'achat des salaires en Argentine a connu une baisse de 25 % entre décembre 2017 et 2023, cette réduction étant encore plus marquée chez les travailleurs informels. Bien que le point le plus critique de cette baisse ait été enregistré en 2018 sous le gouvernement Macri, le gouvernement péroniste a poursuivi cette tendance et a aggravé l'écart entre les travailleurs formels et informels, écart qui s'est accentué après la pandémie.

Cette période a également vu la destruction de l'emploi privé formel et l'augmentation de l'emploi informel. En d'autres termes, les travailleurs informels ont vu leur pouvoir d'achat diminuer en même temps qu'ils occupaient une part de plus en plus importante de la population active. Ce nouveau panorama socioprofessionnel est particulièrement cruel pour le péronisme, également affecté par le fait qu'il est le parti au pouvoir en temps de crise et qu'il nuit à sa propre base sociale par les mesures d'ajustement qu'il met en œuvre. Cette détérioration continue de la vie matérielle de la classe ouvrière, qui s'est produite au cours d'une période où les deux grandes coalitions politiques étaient au pouvoir, a jeté les bases d'une

agitation sociale croissante qui s'est finalement transformée en une crise générale de la représentation.

Il est probable que nous nous dirions vers une crise organique de l'État. Gramsci a utilisé ce terme pour illustrer une rupture radicale des liens entre représentants et représentés, symptôme d'une crise générale de l'hégémonie. Si l'effondrement du soutien aux partis traditionnels peut être le signe le plus visible d'une crise organique, celle-ci tend à s'étendre à toutes les médiations de la société civile. À mesure que cette crise s'approfondit, elle entraîne un déclin de la capacité des classes dirigeantes à maintenir leur leadership par des moyens conventionnels. Cependant, dans une telle crise, il existe une relation asymétrique en termes de capacité d'intervention entre les classes dominantes et les classes subalternes, qui n'est compensée que dans des situations exceptionnelles d'offensive de masse. Selon Gramsci: «*Les différentes couches de la population ne possèdent pas la même capacité à s'orienter rapidement et à se réorganiser selon le même rythme. La classe dirigeante traditionnelle, qui possède un personnel qualifié nombreux, change d'hommes et de programmes et retrouve le contrôle qui était en train de lui échapper plus rapidement qu'on n'y parvient au sein des classes subalternes.*» (3)

L'émergence explosive d'une figure extérieure au système politique, dans un contexte de crise politique générale, n'aurait pas surpris Gramsci, qui analysait le processus politique en Europe dans les an-

nées 1930. Comme l'explique Stathis Kouvelakis: «*La crise organique déclenche une recomposition du personnel politique, qui peut prendre des formes diverses – depuis un bonapartisme préservant la façade parlementaire, jusqu'aux différents césarismes et à l'“état d'exception” – dans le but de dénouer la situation dans l'intérêt du bloc dominant. Le champ est donc ouvert aux solutions de force, représentées par les “hommes providentiels” de Gramsci.*» (4)

«L'homme providentiel» qui peut imposer une «solution de force» ne doit pas nécessairement avoir des qualités personnelles exceptionnelles. Rappelons les remarques caustiques de Marx à propos de Louis Bonaparte, demandant quelles circonstances exceptionnelles «*ont permis à un personnage médiocre et grotesque de jouer le rôle d'un héros.*»

## La longue crise argentine

La crise économique actuelle n'est pas un phénomène inattendu, mais s'inscrit dans une histoire de cycles récurrents. L'Argentine se caractérise par une instabilité politique et économique constante. Comme l'ont montré les recherches de différentes écoles économiques, cette instabilité trouve l'une de ses racines dans la force relative de sa classe ouvrière, qui empêche une restructuration capitaliste de grande envergure permettant de résoudre les problèmes macroéconomiques par un tassement durable des salaires.

En outre, il est nécessaire de considérer une deuxième raison, impliquant des facteurs internationaux liés aux transformations de la production mondiale au cours des dernières décennies: la tendance séculaire du pays au déclin économique et social, qui a commencé il y a près d'un demi-siècle avec la crise de l'État-providence péroniste dans le contexte de l'internationalisation de la production et de la crise des modèles nationaux de développement de l'après-guerre. Depuis lors, la société argentine a connu des bonds successifs des indices de pauvreté et d'inégalité, ce qui a conduit



Piqueteros. © Usuario Libertinus, CC BY-SA 2.0

2. «La larga crisis argentina» (La longue crise argentine), Adrián Piva, *Jacobin América Latina*, 26 septembre 2020.

3. *Guerre de mouvement et guerre de position*, Antonio Gramsci, textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, éditions La Fabrique, p. 102.

4. Stathis Kouvelakis, «The French Insurgency – Political Economy of the Gilets Jaunes», *New Left Review* n°116/117, mars-juin 2019.

# Argentine

chaque génération à avoir sa propre perception du déclin, même si leurs critères, pour des raisons d'âge, sont différents. Le pays est passé de 4 % de pauvreté dans les années 1970 à 40 % ces dernières années, reflétant une tendance à la régression sociale quasi constante ayant peu d'équivalents dans le monde. La tendance à la crise organique devient ainsi un trait distinctif d'une société empêchant une résolution définitive de l'instabilité au profit des classes dominantes, tout en connaissant une dégradation économique constante qui alimente les tensions sociales.

Bien que ce déclin se développe progressivement et de manière non linéaire, avec des périodes de chute brutale suivies de reprises partielles, à des moments critiques l'agitation sociale prend un caractère explosif, comme nous l'avons vu lors de la crise de 2001. Le kirchnérisme est apparu en 2003 comme une réponse politique à cette crise, profitant de conditions politiques et économiques exceptionnelles. Nous assistons actuellement à la désarticulation de ce dispositif qui a réussi à résoudre la crise il y a deux décennies. De plus, la crise qui affecte le kirchnérisme entraîne avec elle une crise plus profonde du péronisme, dont nous ne pouvons pas encore évaluer toute l'ampleur.

La particularité de la situation actuelle réside dans le fait que, pour la première fois, le péronisme au pouvoir fait face aux crises aiguës qui affectent périodiquement le pays. Il ne faut pas sous-estimer ce phénomène. Comme souvent, la formation d'une base de masse pour l'extrême droite ne peut se réaliser sans une rupture préalable des liens entre les classes populaires et leur représentation politique traditionnelle. Si le péronisme a historiquement joué le rôle d'un facteur stabilisateur amortissant la tendance récurrente à la crise organique, la crise actuelle du péronisme pourrait ouvrir la porte à une crise politique de plus grande ampleur.

5. «El crecimiento de la derecha radical en tiempo real» (La croissance de la droite radicale en temps réel), Jorge Orovitz Sanmartino, *Jacobin América Latina*, 28 août 2023.

6. Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, Paris 2008, p. 187.

7. «Podemos entender el populismo sin llamarlo fascista ?» (Peut-on comprendre le populisme sans le traiter de fasciste ?), *Sinpermiso*, 21 juillet 2018.

8. «Onze thèses sur Milei», *Revista Anfibia*, Pablo Semán, Nicolás Welschinger, 18 août 2023.

## Une idéologie populaire de droite

Dans un premier temps, les interprétations de la percée de Milei se sont concentrées sur le vote protestataire à l'origine de son émergence. Cela explique une partie du phénomène: il existe encore un malaise social latent qui a trouvé en Milei l'instrument le plus efficace pour faire connaître son mécontentement. En outre, des facteurs inopinés et conjoncturels ont influencé ses performances électorales, tel l'organisation dans 17 provinces des élections locales à des dates différentes des élections nationales. Cette situation, impulsée par des dirigeants péronistes qui souhaitaient éviter l'influence négative d'une élection nationale qu'ils considéraient comme défavorable, a eu un impact décisif sur les résultats. Dans les districts où les élections ont eu lieu simultanément, le soutien à Milei a été inférieur de 13 points à celui des provinces qui les ont organisées séparément. Parmi les facteurs circonstanciels, le soutien économique et logistique que le péronisme a apporté à Milei est également important, le calcul étant que la fragmentation du vote de droite augmenterait ses chances aux élections.

Cependant, ni le vote protestataire ni les facteurs circonstanciels ne suffisent à expliquer les résultats des élections du 13 août. D'abord, parce que la manière dont le malaise social trouve à s'exprimer n'est généralement pas anodine. Le caractère pour l'instant fluctuant et hétérogène de cette base électorale ne doit pas occulter un processus en cours: la consolidation croissante d'une idéologie populaire de droite (5), à laquelle Milei a contribué en touchant des secteurs sociaux qui échappaient à la droite traditionnelle. De même, l'état instable de sa base électorale change au fur et à mesure que le processus politique progresse, car l'ascension de Milei génère des effets rétroactifs sur sa base. Comme le disait Ernesto Laclau (6), «le représenté dépend du représentant pour la constitution de son identité». Les dirigeants politiques ne sont pas seulement le résultat des rapports de force et des courants d'opinion présents dans la société, ils les façonnent et les influencent. Il ne s'agit pas seulement d'un malaise qui éclate sous des formes aléatoires, mais de la métabolisation réactionnelle de ce malaise. Si cette situation n'est pas nécessairement irréversible, elle constitue un élément incontournable.

L'analyse de ces questions par Nancy Fraser (7) peut être utile. Fraser a inventé un terme pour expliquer la montée mondiale de l'extrême droite: le «néolibéralisme progressiste». Elle utilise ce concept pour décrire le «bloc historique» qui a combiné des politiques économiques néolibérales avec des politiques de «reconnaissance» progressistes. Les hommes politiques dits de la «troisième voie» (Clinton, Blair, Schröder, et plus tard leurs héritiers: Obama, Hollande, Matteo Renzi, etc.) ont mis en œuvre des politiques néolibérales tout en embrassant superficiellement les revendications multiculturelles, environnementales, féministes et relatives aux droits des LGBTQ+. La classe ouvrière, lésée par les politiques économiques régressives et parfois gênée par les avancées réelles ou apparentes des groupes opprimés (femmes, LGBTQ+, etc.), a commencé à réagir contre le bloc néolibéral progressiste en adoptant un profil «populiste réactionnaire» unifiant les demandes de protection sociale avec le rejet des politiques de reconnaissance de l'adversaire.

Le cas argentin est comparable à cette situation, mais présente une différence importante. D'une part, le gouvernement a appliqué une politique économique qui a poursuivi l'ajustement orthodoxe de la législature précédente, ce qui fait que presque tous les indicateurs sociaux (pauvreté, salaires, inégalités) sont moins bons qu'au moment du départ de Mauricio Macri. D'un autre côté, il a adopté une approche progressiste dans plusieurs domaines, tels que la légalisation de l'avortement, la promotion d'un langage inclusif et la mise en œuvre de quotas d'emploi pour les personnes transgenres, entre autres. Mais le cas argentin nous permet d'ajouter un élément supplémentaire. La différence avec le néolibéralisme progressiste de Fraser est que, dans le cas du péronisme, l'ajustement néolibéral s'est fait au nom de la lutte contre l'ajustement néolibéral. C'est ce à quoi Pablo Semán (8) fait référence lorsqu'il parle du «mimétisme de l'État»: la doctrine de «l'État actuel» était le support idéologique d'une détérioration progressive des avantages matériels fournis par l'État au nom de la redistribution des revenus et de la justice sociale. C'est en partie la raison de la réponse anti-État au néolibéralisme progressiste. Si Trump, Le Pen, Meloni sont des critiques au moins apparents de la mondialisation néolibé-

rale, Javier Milei est un anarcho-capitaliste flamboyant qui rêve de l'élimination complète de l'État.

La détérioration des conditions de vie sous un gouvernement promouvant un discours progressiste et redistributif a ouvert la voie à un discours anti-étatiste qui a trouvé un écho dans diverses couches sociales, y compris parmi ceux dont les moyens de subsistance dépendent en grande partie de la protection sociale de l'État. L'effondrement d'une expérience populiste, qui a maintenu sa rhétorique de redistribution alors même qu'elle mettait en œuvre des mesures d'ajustement sévères, a eu pour conséquence que les coûts des politiques orthodoxes n'ont pas été attribués à leurs principaux défenseurs intellectuels. Ce processus a démoralisé et désorienté la classe ouvrière, entraînant une contestation sociale qui a basculé à droite. La crise du progressisme gouvernemental s'étend à la crise des valeurs et des idées qui lui sont associées, telles que la redistribution progressive des revenus, le rôle actif de l'État, les droits humains et la mobilisation sociale. Comme c'est souvent le cas, les débris du mur qui s'écroule tombent sur l'ensemble du spectre de la gauche et sur ses idées.

Selon les études de sociologie électorale (9), Milei a obtenu le soutien de toutes les classes sociales et de tous les groupes d'âge. En termes idéologiques, les études indiquent qu'environ un tiers de ses électeurs correspondent à un profil d'ultra-droite, un autre tiers représente un vote néolibéral classique et le dernier tiers provient d'une base populaire et «pro-État», touchée par l'indignation et la perplexité. Même si l'on écarte ce dernier segment et que l'on n'y ajoute que le vote clairement idéologique que Patricia Bullrich a obtenu aux élections primaires (16 %), il est indéniable qu'il existe une base électorale pour l'extrême droite comprise entre 25 % et 30 %. Ce sont des chiffres très élevés, qui peuvent constituer une base de masse pour une expérience néolibérale autoritaire.

Cette base électorale est encore fluctuante et instable. Cependant, sa simple existence met en évidence l'optimisme excessif qui a prévalu à gauche, qui suppose que l'expérience d'un éventuel gouvernement Milei rompra nécessairement les liens avec sa base électorale. De nombreuses raisons ou séquences d'événements (succès d'un plan de stabilisation, démoralisation des secteurs populaires



Javier Milei avec Santiago Abascal, le dirigeant de l'organisation d'extrême droite espagnole Vox. © CC0.

combatifs, désaffection politique de la classe ouvrière) pourraient nous conduire vers une trajectoire contraire, comme cela s'est produit dans le cas de Bolsonaro au Brésil. Bien que l'ancien officier militaire ait perdu les élections contre Lula lors d'un second tour très serré (51/49), il a réussi à unir sa propre base, éliminant toute loyauté antérieure de ses électeurs envers les partis traditionnels.

## Un gouvernement Milei est-il impossible ?

Une façon d'atténuer la perception du danger que représente l'extrême droite est de considérer comme acquis qu'un gouvernement Milei manquera de soutien politique et s'effondrera sous la pression de la mobilisation populaire. C'est l'approche prédominante du Frente de Izquierda (FIT-U, Front de gauche). Le PTS est allé jusqu'à comparer Milei à Liz Truss, la Première ministre britannique qui, en octobre 2022, a été chassée du pouvoir 45 jours après son entrée en fonction. Il s'agit d'un pronostic dangereux, largement imaginaire et adapté aux intérêts politiques, non pas de la lutte des classes, mais de la campagne présidentielle du Frente de Izquierda. Le problème de la candidature du FIT-U est qu'elle pourrait se heurter à une réponse démocratique de la société qui essaierait de barrer la route à Milei en recourant au seul bulletin qui puisse avoir un impact pratique dans ce sens, c'est-à-dire celui du péronisme. Axer la campagne électorale sur la diminution du danger que représente Milei, afin d'influencer légèrement le résultat électoral

du Frente de Izquierda, est une stratégie mesquine et irresponsable.

Il n'est pas surprenant que le PTS minimise la menace posée par l'extrême droite, compte tenu de son attitude dans des situations similaires antérieures. Face à la montée de Bolsonaro en 2018, le PTS a prétendu qu'«un éventuel gouvernement Bolsonaro est déjà faible» (10) et, dans un autre texte, élargissant sa position, a souligné que «lorsque Bolsonaro voudra mettre en œuvre des privatisations, une législation dégradant les conditions de travail et de vie de la population ouvrière et populaire, entre autres attaques contre les droits démocratiques, les femmes et les minorités opprimées, il devra faire face à la lutte des classes. [...] Dans un contexte de crise politique et économique et de polarisation, on peut s'attendre à de grandes explosions sociales» (11). Dans leurs analyses de la Turquie d'Erdogan (12) ou du Front national français (13), ils ont développé un raisonnement similaire. Aucune de leurs prédictions ne s'est vérifiée.

Ces erreurs d'analyse ne sont pas fortuites, mais reflètent des limites théoriques et stratégiques, qui se manifestent sous dif-

9. «Les votants de Milei», *El Cohete a la luna*, Javier Balsa et Dolores Liaudat, 20 août 2023.

10. «Bolsonaro: ¿fascismo o bonapartismo ?», *La izquierda Diario*, 14 octobre 2018.

11. «L'extrême droite en force au premier tour. Où va le Brésil ?», *Révolution permanente*, Philippe Alcoy, 8 octobre 2018.

12. «Bonapartisme fragile en Turquie», *La izquierda diario*, Foti Benlisoy, 9 février 2017.

13. «Entre "pire" et "moins mal" ? Le tandem Le Pen-Macron, ou comment être piégé entre deux variantes du bonapartisme», *Révolution permanente*, Emmanuel Barot, 28 avril 2017.

# Argentine

férents aspects: la tendance à sous-estimer les risques démocratiques posés par l'extrême droite, l'hypothèse qu'elle ne pourrait diriger que des gouvernements nécessairement faibles, le fantasme de possibles explosions sociales comme sous-produit de son arrivée au pouvoir, le mépris des tâches unitaires défensives et l'accent mis sur la lutte contre les courants réformistes ou progressistes, qui semblent souvent être un ennemi plus important que l'extrême droite elle-même.

Cette conception ultragauchiste a conduit le PTS à appeler au vote nul dans toutes les élections récentes en Amérique latine qui se sont soldées par un second tour entre une force progressiste ou de centre-gauche et l'extrême droite: Lula contre Bolsonaro (14), Castillo contre Fujimori (15) et Boric contre Kast (16). Leurs alliés dans le Frente de Izquierda ont adopté des positions similaires (17). L'aveuglement de l'ultragauche face au danger de l'extrême droite n'est pas l'apanage du stalinisme des années 1930.

## Gouvernance et «populisme autoritaire»

En tout état de cause, des batailles décisives nous attendent. Thatcher n'a pu aller de l'avant qu'après la grande défaite de la grève des mineurs de 1985 et Menem seulement après la défaite des grandes luttes contre les privatisations. L'avenir est incertain comme rarement auparavant. La légitimité d'un éventuel gouvernement Milei sera plus fragile que le résultat électoral ne le laisse supposer. Il n'est pas exclu qu'une réaction sociale de grande ampleur, ainsi qu'une instabilité politique et parlementaire, conduise son gouvernement dans une impasse. Toutefois, il ne faut pas exagérer cette possibilité ni jouer avec le feu.

14. «Fascismo o bonapartismo? Lecciones de Trotsky para Brasil», *La izquierda diario*, André Barbieri, 9 octobre 2022.

15. «Perú. Declaración: cómo terminar con la herencia neoliberal del fujimorismo», *La izquierda Diario*, Corriente Socialista de la y los Trabajadores, 11 mai 2012.

16. «A derrotar a Kast y la derecha, sin confiar en Boric ni en su proyecto» (Vaincre Kast et la droite, sans faire confiance à Boric et à son projet), *La Izquierda diario*, Partido de Trabajadores Revolucionarios, 19 décembre 2021.

17. «Brasil: por qué votar nulo o en blanco en la segunda vuelta», *Prensa Obrera*, Pablo Heller, 11 octobre 2022.

18. «France: les leçons d'une défaite», Antoine Arthous et Stathis Kouvelakis, paru dans *Viento Sur*, publié par *Europe solidaire sans frontière*.

Les conditions pour assurer la viabilité politique et parlementaire d'un futur gouvernement Milei peuvent être construites (Bullrich, quant à elle, n'aurait pas ce problème). Il pourrait y avoir une fracturation de la droite qui ajouterait un secteur compatible avec une nouvelle coalition gouvernementale. Le soutien parlementaire est également susceptible de provenir d'une grande partie du péronisme des provinces de l'intérieur du pays, qui ont déjà donné la capacité de gouverner à Macri, et qui est également dominante sur les territoires où Milei a remporté la primaire présidentielle. En attendant que la crise interne du péronisme soit résolue en vue du prochain cycle (ce qui pourrait prendre plusieurs années), il est probable qu'une importante partie du péronisme arrivera à la conclusion qu'il serait utile de soutenir un nouveau gouvernement capable de prendre en charge le lourd fardeau qui effraie toutes les forces politiques (plan de stabilisation, réformes structurelles, confrontation avec le mouvement de masse). Certains secteurs ont déjà montré de tels signes de rapprochement y compris d'importants dirigeants de la bureaucratie syndicale qui l'ont rendu public. Un éventuel gouvernement dirigé par Milei, surtout s'il parvient à surmonter une crise à court terme, pourrait amorcer une reconfiguration politique sans précédent. Cela impliquerait la possibilité de rompre avec les deux autres blocs politiques et d'attirer des secteurs des deux coalitions, en obtenant le soutien parlementaire nécessaire pour consolider son administration.

Milei et Bullrich ne semblent pas craindre la mobilisation sociale, du moins pas de la même manière que le gouvernement Macri. Au contraire, comme cela s'est produit, par exemple, dans la France de Sarkozy (18) ou dans le Thatcherisme, ils sont prêts à l'utiliser à leur avantage, en répondant de manière autoritaire et en assumant un profil que l'on pourrait qualifier de populiste: l'opposition entre le peuple représenté par son président contre des minorités corporatistes défendant leurs «privilèges». Il s'agit d'une droite de combat qui tentera de profiter d'une situation où se combinent une érosion partielle des capacités de résistance – après des années de crise économique – et une démobilisation imposée d'en haut, pour isoler la colère sociale de manière à ce qu'elle apparaisse comme un obstacle à la résolution des problèmes économiques du pays.

Le terme de «populisme autoritaire» avec lequel Stuart Hall a caractérisé Thatcher peut être utile dans ce contexte. Indépendamment de sa viabilité, Milei a annoncé qu'il aurait recours à un plébiscite lorsque le Congrès s'opposerait à ses mesures. Milei peut prétendre représenter directement le peuple contre une opposition politique ou sociale qui sera accusée d'être antidémocratique et ingouvernable. Il s'agirait alors d'un populisme plébiscitaire, dans lequel Milei parlerait au nom du peuple contre des intérêts sectoriels (tous ceux désignés par le terme, vide de sens, de «caste»: politiciens, leaders syndicaux, piquets de grève, etc.). Un tel discours, construit d'un point de vue idéologique, s'appuie sur le précédent de la critique de Macri à l'égard des «privilégiés». Dans le langage du gouvernement Macri, les «privilégiés» c'était les mafias et les politiciens corrompus, mais aussi le syndicalisme, le travailleur formel protégé par des droits du travail qui «empêchent la création d'emplois» ou ceux qui se placent «au-dessus de la loi», par exemple un *piquetero* qui bloque une ville. Bien qu'il ne soit pas nécessairement majoritaire, ce type de construction idéologique est disséminé depuis des années dans les secteurs significatifs de la société.

Il s'agit d'une simple hypothèse, car dans une situation aussi instable qu'actuellement, personne ne peut être certain de l'avenir. Toutefois, il s'agit d'un scénario possible, étayé par des précédents historiques et des éléments tangibles. Dans un contexte aussi critique, il n'est pas raisonnable de prendre des risques inutiles.

## Prendre au sérieux le risque de l'extrême droite

Il est curieux de constater que les secteurs progressistes réagissent de deux manières différentes à la montée de l'extrême droite. Certains sont paralysés par la panique, avec parfois des caractérisations excessives qui perdent le sens des proportions. Un sentiment généralisé d'incrédulité est également répandu dans d'autres secteurs. Ce qui, jusqu'au 13 août, était un pronostic «ça ne peut pas arriver» (une victoire de l'extrême droite) est devenu dans certains cas un «ça ne peut pas être si mauvais», qui est en réalité une forme adaptée du premier pronostic. C'est ce qui se passe dans une dissonance cognitive: l'inconfort psychologique généré par l'expérience de perceptions contradictoires, généralement

la contradiction entre les croyances antérieures et les informations provenant de la réalité, est résolu par des ajustements secondaires qui permettent de rétablir la congruence et l'essentiel des idées initiales.

L'extravagance de certaines propositions de Milei facilite l'incrédulité: la vente d'organes, un marché pour vendre les enfants, la privatisation des rues. Personne ne pense que ces mesures sont applicables sur la planète Terre. Même sa proposition phare, l'abandon de la monnaie nationale au profit du dollar, est très problématique en termes de faisabilité. Mais les propositions extravagantes ne sont pas le problème. Il existe au contraire un autre wagon de mesures qui ne relèvent pas du domaine de la fantaisie et dont la mise en œuvre signifierait une défaite à long terme pour la classe ouvrière: une réforme agressive du droit du travail, comme celle menée par l'ultra-libéral Paulo Guedes dans le gouvernement de Bolsonaro, un ajustement fiscal basé sur la privatisation ou la fermeture d'entreprises publiques et le licenciement massif de travailleurs de l'État, une attaque à grande échelle contre l'éducation et la santé publiques, ou une transformation des retraites qui éliminerait le système étatique par répartition, entre autres. D'autre part, il est clair que l'extrême droite chercherait à lancer une offensive ambitieuse dans le domaine de l'égalité des sexes et des droits des LGBTQ+ (interdiction de l'avortement, élimination de l'éducation sexuelle et des droits des transsexuels etc.), générant un soutien par l'État des discours haineux, homophobes et patriarcaux, sur le modèle de Trump et Bolsonaro.

Une stratégie de choc aussi antipopulaire ne pourrait se passer d'un durcissement autoritaire de l'État: persécution judiciaire des dirigeant-es des mouvements sociaux, soutien aux violences policières, libre accès au port d'armes, revitalisation des forces armées, amnistie des militaires condamnés, tentative d'affaiblir l'influence des syndicats sur les lieux de travail et, surtout, lutte contre la présence des mouvements sociaux *piqueteros* dans les quartiers populaires – un sujet social essentiel du dernier cycle politique – (ils pourraient être l'ennemi préféré d'un futur gouvernement d'extrême droite, qui pourrait compter sur l'appui d'une partie de la bureaucratie syndicale et trouverait un certain soutien dans un certain sens commun «*antipiquetero*» construit par le gouvernement au cours des dernières



Dans la manifestation des femmes du 28 septembre 2023: Javier Milei = danger. © Guadalupe Lombardo

années, en profitant de la fatigue sociale causée par l'existence permanente de manifestations de rue).

En résumé, si ces mesures devaient être mises en œuvre avec succès, cela signifierait une régression sociale et démocratique majeure, accompagnée d'un durcissement autoritaire de l'État et d'une tentative de discipliner socialement et de démobiliser la contestation. En d'autres termes, il s'agirait d'une défaite stratégique pour la classe ouvrière.

Comment construit-on une base de masse durable dans le contexte d'une thérapie de choc aussi agressive ? La principale source de soutien éventuel, passif ou actif, réside dans le fait que le futur gouvernement est précédé d'une crise économique catastrophique qui lui permet de recourir à des mesures draconiennes. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous sommes au bord d'une telle crise. Dans l'expérience du menémisme, l'hyperinflation de 1989-1991 a semé le désespoir dans la population, a liquidé le gouvernement sortant et a permis à Menem d'entrer en fonction avec une énorme autorité présidentielle et un chèque en blanc pour prendre des mesures impopulaires «pour ramener l'ordre». Comme le montre Adrián Piva (19), cette catastrophe économique a offert une fragile hégémonie autour d'un consensus négatif: une stabilité économique construite sur le choc de l'hyperinflation précédente. Perry Anderson, dans la même veine, analysant les plans de stabilisation en Amérique latine, écrit: «*Il existe un équivalent fonctionnel au traumatisme de la dictature militaire comme mécanisme pour amener démocratiquement plutôt que par la contrainte un peuple à accepter les politiques néolibérales les plus drastiques: c'est l'hyperinflation*» (20).

Un gouvernement d'extrême droite (et sur ce point Bullrich et Milei ne présenteront pas de différences significatives) jouera également sur la fragmentation de la classe ouvrière et les contradictions entre les victimes des politiques d'ajustement: les secteurs informels contre les «privileges» de la classe ouvrière syndiquée, les travailleurs contre les chômeurs qui survivent grâce à l'aide sociale, les emplois «ubérisés» contre les syndicats, etc.

Dans tous les cas, il faut noter qu'un processus agressif de contre-réformes ne nécessite pas nécessairement le soutien massif de la population. Pour reprendre l'exemple classique du thatchérisme, qui a mobilisé d'innombrables études, l'offensive de Thatcher contre l'État social n'a pas bénéficié du soutien majoritaire de la population (comme le montrent les textes classiques de Bob Jessop et d'autres publiés dans la *New Left Review*). La domination peut prendre des formes qui combinent le consentement et la coercition, mais aussi la résignation, l'apathie ou la désaffection.

## Une sortie césariste de l'impasse sociale

L'extrême fragilité de la situation économique dans laquelle s'inscrit la poussée réactionnaire est une caractéristique qui différencie la situation argentine de la vague mondiale de gouvernements d'extrême droite. Le risque qu'implique cette conjonction ne peut être sous-estimé. Il n'est pas nécessaire de se référer

19. *Acumulación y hegemonía en la Argentina menemista (Accumulation et hégémonie dans l'Argentine menémiste)*, Biblios, 2012.

20. *La trama del Neoliberalismo. Mercado, Crisis y exclusión social*, Perry Anderson, 2003.

# Argentine

à l'hyperinflation allemande des années 1920 pour illustrer ce point. Ce scénario a plusieurs précédents récents, dont l'un est particulièrement révélateur. Au cours des années 1980, le Pérou a subi lui aussi les effets d'une longue décennie de stagnation, qui s'est accélérée vers la fin en un pic hyperinflationniste. C'est dans ce contexte qu'Alberto Fujimori est entré en fonction. Il est important de rappeler que son ascension électorale fulgurante s'est faite avec une force politique marginale (Cambio 90), essentiellement électorale, sans soutien social ou entrepreneurial majeur. La catastrophe économique lui a donné la légitimité nécessaire pour appliquer une thérapie de choc: un plan de stabilisation, la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation de l'économie, ainsi qu'un durcissement autoritaire comprenant la dissolution du Congrès. Le remodelage néolibéral de la société péruvienne et la violation massive des droits humains (les victimes se comptent par dizaines de milliers) ont constitué un tournant historique dont la classe ouvrière péruvienne n'a toujours pas réussi à se remettre.

Il est curieux que cette corrélation (crise inflationniste-gouvernement autoritaire) ne soit pas suffisamment présente dans le débat public de la gauche, surtout dans une situation où l'inflation mensuelle a atteint deux chiffres et où les réserves nettes de la Banque centrale sont négatives. Une crise bancaire n'est pas à exclure en cas de victoire de l'un des deux candidats de l'ultra-droite, surtout si l'on considère qu'ils semblent conscients du bénéfice qu'ils tireraient du déclenchement d'une panique économique en annonçant des propositions radicales «pro-marché» aux effets catastrophiques à court terme, telles que la sortie brutale du système du «cepo» bancaire (une taxe sur les exportations combinée à une subvention des importations), l'élimination des taxes à l'exportation, la dollarisation, etc. Le bon résultat de Milei le 13 août avait déjà montré une tendance à la panique sur les «marchés»: baisse des obligations, hausse du «risque pays», stagnation des actions.

Dans son livre sur le dernier cycle politique (21), Fernando Rosso reprend le terme «impasse hégémonique» des

gramsciens argentins des années 1970, qui l'ont utilisé pour décrire la longue période d'instabilité qu'a connue l'Argentine entre 1955 et 1976. Rosso reprend ce terme pour caractériser la dynamique politique des vingt dernières années, où les rapports de force sociaux ont empêché les classes dominantes de lancer une véritable offensive. Mais une telle impasse (22) peut se débloquer à l'occasion de la combinaison d'une catastrophe économique et d'un autoritarisme politique. C'est précisément l'analyse de Gramsci qui permet d'évaluer un tel scénario, d'où le caractère «catastrophique» de l'«impasse catastrophique». Si Rosso est enclin à penser que Milei s'enfoncera à nouveau dans le «cimetière de projets hégémoniques» (23) qu'est la société argentine, il écarte prématurément une alternative typiquement gramscienne: que Milei incarne la possibilité de sortir de cette impasse.

Il est frappant de se référer à Gramsci pour analyser l'«impasse hégémonique», mais de ne pas évaluer l'hypothèse centrale que le penseur italien a avancée comme solution possible à ce type de situation. Ce que Gramsci a décelé dans les situations d'impasse dans les relations de pouvoir, c'est qu'elles créent les conditions d'un leadership alternatif qui a un effet catastrophique sur les forces en présence. Gramsci a dit: «Le césarisme exprime une situation dans laquelle les forces en lutte s'équilibrent de façon catastrophique, c'est-à-dire s'équilibrent de telle façon que la poursuite de la lutte ne peut aboutir qu'à leur destruction réciproque. Quand la force progressive A lutte contre la force régressive B, il peut se faire non seulement que A l'emporte sur B ou B sur A, mais aussi que ni A ni B ne l'emportent, mais qu'ils s'épuisent réciproquement et qu'une troisième force C intervienne de l'extérieur et s'assujettisse ce qui reste de A et de B.» (24)

Dans son analyse, Gramsci a probablement considéré en premier lieu les conditions spécifiques qui ont permis l'émergence du fascisme italien. À cet égard, il convient de rappeler la formule d'Angelo Tasca, qui définit le fascisme comme une «contre-révolution posthume et préventive», apparue dans une situation intermédiaire où les menaces révolutionnaires avaient été vaincues, mais où le mouvement ouvrier n'avait pas encore été complètement supprimé. Le fascisme n'a pas directement vaincu la révolution, mais il est intervenu pour consolider son pouvoir lorsque les tentatives révolutionnaires avaient déjà échoué. C'est aussi une façon de

décrire l'«impasse hégémonique»: la classe ouvrière n'était plus dans une période d'ascension avec l'espoir d'imposer son propre projet, mais elle conservait encore suffisamment de force pour arrêter une offensive capitaliste mondiale. C'est dans cet intervalle qu'une solution autoritaire avec les caractéristiques exceptionnelles du fascisme de l'entre-deux-guerres a émergé.

Bien sûr, il n'y a pas de tentatives révolutionnaires à l'horizon pour le moment (ni de menaces fascistes au sens strict pour le moment), mais nous assistons à une situation prolongée d'impasse sociale qui épuise les énergies des différents acteurs. Dans le camp de la classe ouvrière, cela se traduit par une tendance à la démobilisation sociale et à la désaffection politique. Si les classes populaires conservent la capacité de bloquer l'adversaire, leur faiblesse relative ouvre en même temps la porte à la possibilité d'une solution «césariste». Cette observation donne à l'analyse gramscienne de l'«impasse catastrophique» une importance et un sens précis, souvent négligés dans l'usage courant.

L'analyse de Gramsci permet également d'éviter de trop se fier à une évaluation simpliste de l'accumulation des forces de la classe ouvrière argentine en tant qu'«assurance tout risque» contre la réaction autoritaire. Les solutions autoritaires apparaissent précisément lorsque des forces sociales bloquent une solution conventionnelle (le fascisme classique dans des pays tels que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne illustre ce point).

C'est précisément de là qu'émane l'illusion d'optique de l'explication «instrumentaliste» du fascisme, largement critiquée dans la littérature spécialisée. Le fascisme n'était ni un instrument ni un épiphénomène des besoins du capital, comme le croyait l'Internationale communiste, mais le produit d'un processus complexe et autonome, dans lequel les questions idéologiques, les dynamiques politiques et même des accidents inattendus se sont conjugués. Mais, à sa manière, l'explication «instrumentaliste» capture quelque chose d'important sur la dynamique de l'action et de la réaction à des moments critiques de la lutte des classes, où des conditions spécifiques tendent à façonner l'avènement de solutions autoritaires. Ces réactions répondent aux besoins fonctionnels des classes dirigeantes, non pas parce qu'elles sont de simples instruments, mais parce qu'elles représentent des issues politiques qui deviennent plausibles dans des contextes politiques particuliers.

21. *L'impossible hégémonie: vingt ans de conflits politiques au pays de la cravate*, Capital Intellectual, 2022.

22. En français dans le texte.

23. «Milei, la cosa y las causas», *Contrahegemoniaweb*, 15 août 2023.

24. Cahier de prison 13, § 27.



Nous sommes dans les rues contre les droites et les négationnistes en défense de nos droits. DR

Pour illustrer cela avec l'histoire argentine, on peut rappeler que la dictature militaire de 1976 n'est pas apparue parce que le pays avait une faible organisation syndicale et sociale, mais au contraire parce que la classe ouvrière avait réussi à bloquer les tentatives d'offensives capitalistes par des moyens conventionnels (le plan économique de 1975, appelé *Rodrigazo*, en a été le dernier exemple). Cette force sociale, ayant la capacité de bloquer le projet adverse mais non d'imposer le sien, a progressivement créé les conditions de son épuisement: incapable de résoudre la situation en sa faveur, sa capacité de blocage tend à générer le chaos, l'instabilité et la fatigue sociale. Cela facilite non seulement la formation d'une base de masse pour une radicalisation à droite, mais exerce également une pression sur la classe ouvrière elle-même, qui commence progressivement à sentir qu'elle est dans une impasse, perd confiance en ses propres forces et commence à se démobiliser. C'est dans cette combinaison d'éléments qu'émerge la faisabilité d'une solution autoritaire. En raison de cette combinaison de facteurs, le coup d'État de 1976 a été vécu par de larges secteurs de la population comme un soulagement.

Une victoire électorale de l'extrême droite pourrait donc avoir un contenu stratégique. Les classes dirigeantes pourraient trouver une voie alternative pour engager un combat direct en faveur d'une politique ultra-libérale. Depuis au moins une décennie, le rapport de force a empêché les contre-réformes demandées par le patronat. Aujourd'hui, les classes dirigeantes pourraient, à la manière des césaristes, déléguer à un «personnage extérieur» le sale boulot que les forces organiques de la bourgeoisie ne semblent pas en mesure d'accomplir. Une trop grande dépendance à l'égard du

consentement social fait échouer tout projet politique. Peut-être qu'un «fou», sans passé et sans peur de l'avenir, sans force propre pour prétendre à la durabilité, pourrait être utile pour trancher le nœud qui bloque le capitalisme argentin depuis deux décennies.

Si cela arrivait, nous analyserions à l'avenir le moment politique actuel comme un tournant décisif, où la victoire électorale de Milei a joué un rôle stratégique, offrant à la bourgeoisie un instrument et des possibilités de réorganisation qu'elle ne pouvait pas trouver elle-même.

### Le moment politique de la lutte des classes

La réponse instinctive de la gauche sociale et politique à la progression de l'extrême droite est d'appeler à la mobilisation et à la lutte sociale. Cette stratégie présente toutefois une lacune importante: l'extrême droite est sur le point de s'emparer du pouvoir d'État. Une réponse politique est-elle nécessaire et possible, ou pouvons-nous nous passer de cette dimension ?

Il y a deux façons de sous-estimer ce qui est condensé dans une élection présidentielle: d'une part, le rejet mouvementiste de toute «politique institutionnelle», et d'autre part, la réponse ultra-gauche classique qui place toutes les options bourgeoises sur le même plan. Le plus souvent en accord avec cette seconde option, la stratégie prédominante à gauche se fonde sur un appel à la lutte pour les revendications contre les effets des politiques économiques comme moyen d'affronter l'extrême droite, selon le raisonnement largement correct que l'extrême droite émerge sur le terrain construit par les effets destructeurs des «ajustements» économiques. Mais nous n'assistons à aucune lutte sociale pertinente et dans quelques jours nous serons confrontés à l'élection qui

pourrait permettre à l'extrême droite d'accéder au gouvernement! Une lutte exclusivement sociale détourne l'attention de la nécessité d'une lutte politique de masse contre l'extrême droite. Et à quelques semaines des élections, c'est ce qui inquiète les secteurs concernés de la population et les affecte de telle manière qu'elle pourrait libérer une énergie sociale actuellement latente.

Il est essentiel de comprendre que l'État n'est pas un simple reflet passif des relations de pouvoir «externes», qui ne seraient résolues que par le «pouvoir de la rue». L'État est un acteur qui influence les relations de pouvoir et a la capacité de changer et de modifier les équilibres politiques établis. Ne pas comprendre l'importance d'une élection présidentielle conduit à sous-estimer le moment politique de la lutte des classes en faveur d'une approche essentiellement «sociale» qui, pendant la période électorale, peut s'accompagner d'une agitation politique abstraite qui n'affronte pas les véritables dilemmes présentés par la conjoncture.

### Que faire ?

La particularité de l'élection présidentielle du 22 octobre 2023 est que nous ne sommes pas face à une mais à deux formations d'extrême droite, ce qui pourrait conduire à un scénario cauchemardesque dans lequel les deux arriveraient au second tour. Nous assistons également à une autre particularité: la division du paysage en trois grands blocs pourrait permettre à Milei d'être élu dès le premier tour, comme le permet le système électoral argentin s'il parvient à obtenir 40 % des voix et 10 points d'avance sur le candidat suivant. Ces circonstances précipitent les décisions tactiques de la gauche radicale qui sont normalement réservées au second tour.

## Argentine

La menace que cette situation présente pour les droits démocratiques impose de jouer un rôle sans équivoque dans la lutte contre l'extrême droite. Aujourd'hui, cependant, nous sommes confrontés à une difficulté supplémentaire. Le cycle politique est en train de changer, ce qui signifie que de nombreuses catégories avec lesquelles nous avons réfléchi ces dernières années deviennent anachroniques. Pendant des années, une tactique de large unité défensive contre la droite a établi un pont avec le courant majoritaire des classes populaires, principalement identifiée au kirchnérisme. Mais les années d'ajustements orthodoxes appliquées par le péronisme ont changé la donne. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'agir avec les classes populaires contre une droite traditionnelle qui s'appuie sur les classes moyennes antipopulistes. Aujourd'hui, dans une certaine mesure, ce sont les classes populaires qui réagissent, de manière extrêmement problématique, contre la politique économique et sociale du péronisme.

Si nous voulons combattre l'extrême droite à long terme, nous ne pouvons pas nous subordonner à l'«extrême centre» ou au néolibéralisme progressiste. Ils sont les représentants du *statu quo* contre lequel s'élève la révolte réactionnaire. Si la gauche se présente comme «l'extrême gauche» du *statu quo*, le mécontentement populaire continuera à s'orienter vers des solutions autoritaires. Dans le même ordre d'idées, il faut éviter que le «tous contre la droite» devienne un slogan normatif qui finisse par justifier les politiques menées par les forces politiques traditionnelles. En d'autres termes, nous devons empêcher le néolibéralisme progressiste de trouver dans l'extrême droite l'antagoniste idéal qui lui permettra de démobiliser la population par crainte d'un «plus grand mal» de plus en plus inquiétant.

Soutenir le néolibéralisme progressiste contre l'extrême droite revient à soutenir la cause pour tenter d'éviter l'effet. Et, cependant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, il y a des moments critiques qui obligent à des actions ponctuelles «avec la cause contre l'effet» dans le but précieux de gagner du temps pour changer la situation. Lors des prochaines élections, il est nécessaire d'utiliser le bulletin de vote qui peut avoir pour effet pratique de fermer la voie à l'extrême droite (dans ce cas en votant pour le péronisme), mais cela ne revient

pas à accepter la pente glissante de la logique du «moindre mal». Les écrits classiques de Trotsky contre le fascisme continuent d'offrir des leçons utiles à cet égard. Trotsky soulignait que dans des circonstances critiques, on peut même être d'accord «avec le diable et sa grand-mère» (25), mais «à la seule condition de ne pas avoir les mains liées» (26). En d'autres termes, il préconise des tactiques unitaires qui n'impliquent pas de subordination politique ni d'accords durables. Dans sa «Lettre à un ouvrier communiste», dans laquelle il appelle d'urgence à un front uni des travailleurs (communistes-sociaux-démocrates) pour vaincre le fascisme, il écrit: «Nous, marxistes, considérons Brüning et Hitler ainsi que Braun comme les représentants d'un seul et même système. La question de savoir qui d'entre eux est un "moindre mal" est dépourvue de sens, car leur système, contre lequel nous nous battons, a besoin de tous ses éléments. Mais aujourd'hui, ces éléments sont en conflit, et le parti du prolétariat doit absolument utiliser ce conflit dans l'intérêt de la révolution.»

Il poursuit: «Pour ceux qui ne comprennent pas, prenons encore un exemple. Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est un "moindre mal" en comparaison du revolver.» Et il ajoutait une dernière remarque, que l'on pourrait transposer aux dirigeants du trotskisme argentin: «À vrai dire, on est un peu gêné d'expliquer une chose aussi élémentaire!» (27)

Alors que les conditions d'une mobilisation démocratique contre l'extrême droite sont réunies, nous sommes confrontés à un problème très sérieux. Aussi surprenant que cela puisse paraître, les deux principaux acteurs politiques qui pourraient la faire avancer ne sont pas intéressés, du moins pour le moment. Le Frente de Izquierda s'est engagé à mener sa propre campagne électorale – en compétition avec tout mouvement social qui privilégie la lutte contre l'extrême droite, car il craint que cette lutte pourrait avoir pour effet de détourner le soutien électoral de la gauche vers la candidature du parti au pouvoir. En même temps, le secteur le plus directement lié à Cristina Kirchnér

semble absent de toute action contre l'extrême droite, même dans la campagne électorale la plus élémentaire. Il semble que la stratégie de ce secteur, similaire à celle qu'il a employée en 2015, soit exclusivement axée sur la conservation du gouvernement stratégique de la province de Buenos Aires. Il est possible qu'ils suivent la logique selon laquelle une victoire de la droite au niveau national serait préférable, car cela leur permettrait de maintenir leur leadership sur le péronisme, tout en embellissant par contraste l'héritage du kirchnérisme et en jetant les bases d'un éventuel retour au pouvoir à l'avenir. Ce calcul est extrêmement irresponsable.

Un vaste mouvement social contre l'extrême droite pourrait jouer un rôle clé en changeant le cours des élections. Il ne s'agit pas d'une platitude gauchiste que l'on répète systématiquement dans toutes les situations. Dans le cas présent, elle revêt une signification et une importance particulières. Une polarisation entre un mouvement de masse démocratique et l'extrême droite est essentielle pour changer le résultat des élections, car personne n'est plus disqualifié que le gouvernement lui-même pour tirer la sonnette d'alarme «contre le fascisme» ou «l'attaque contre les droits». À cet égard, la situation ressemble moins au second tour de Lula contre Bolsonaro qu'à celui de Macron contre Le Pen. Si la lutte contre Milei est laissée aux seules mains de Massa et du parti au pouvoir, la probabilité d'une défaite devient plus forte. Un signal d'alarme doit être émis sur le danger social et démocratique que représente l'extrême droite, mais pour qu'il soit efficace, il faut, comme l'a souligné à juste titre Ezequiel Ipar, un changement de celui qui lance cet avertissement: c'est un mouvement social et démocratique qui doit occuper le devant de la scène en polarisant la situation politique.

Même si l'extrême droite arrive au pouvoir, il est essentiel qu'elle le fasse dans le cadre d'une large mobilisation démocratique qui soit le point d'appui des batailles sociales et politiques à venir. Rien n'est plus important en ce moment. ■

25. «Entretien avec un ouvrier social-démocrate. À propos du front unique de défense», 23 février 1933.

26. «En quoi la politique actuelle du parti communiste allemand est-elle erronée ? (Lettre à un ouvrier communiste allemand, membre du Parti communiste allemand)», 8 décembre 1931.

27. Léon Trotsky, *Contre le fascisme (1922-1940)*, Syllepse, Paris 2015, pp. 189-190.

## Rivalité entre les États-Unis et la Chine

# « Coopération antagoniste » et anti-impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle

Entretien de Federico Fuentes  
avec Promise Li\*

**Federico Fuentes:** *Au cours du siècle précédent, nous avons vu le terme d'impérialisme utilisé pour définir différentes situations et, à d'autres moments, être remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Dans ces conditions, quelle valeur conserve le concept d'impérialisme et comment le définir ? Et en définissant l'impérialisme, dans quelle mesure les écrits de Lénine sur le sujet restent-ils pertinents ? Le cas échéant, quels sont les éléments qui ont été remplacés par des développements ultérieurs ?*

**Promise Li:** Le concept d'impérialisme, en particulier tel qu'il a été théorisé par les marxistes classiques, est certainement toujours utile pour nous aujourd'hui, mais nous devons actualiser et calibrer leurs analyses en fonction des conditions contemporaines. L'observation de Lénine selon laquelle « l'un des traits caractéristiques de l'impérialisme est le capital financier » (1) sonne juste, peut-être encore plus aujourd'hui qu'à son époque avec l'expansion massive du capital financier. Plus important encore, l'impérialisme mondial reste une formation volatile – il ne s'agit pas d'une « coopération pacifique » entre capitalistes, comme Karl Kautsky s'est risqué de dire, mais d'une « rivalité entre plusieurs grandes puissances en quête d'hégémonie », comme l'a décrit Lénine.

Lénine a déclaré que « la définition la plus brève possible de l'impérialisme » est « le stade monopoliste du capitalisme ». Si cela représente un stade avancé du capitalisme qui a commencé à son époque, alors nous vivons actuellement

les stades avancés de ce stade avancé. Les monopoles n'ont fait que s'étendre et devenir de plus en plus dévorants. Les capitalistes trouvent des moyens encore plus complexes de fusionner et de s'associer, qu'il s'agisse d'institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international (FMI) ou de « propriétaires universels » tels que BlackRock et Vanguard, qui détiennent des parts majoritaires dans des partenariats dirigés par l'État ou des partenariats public-privé associés à des pays appartenant à des blocs géopolitiques prétendent rivaux. Lénine décrit également comment « les monopoles, issus de la libre concurrence, n'éliminent pas cette dernière, mais existent au-dessus et à côté d'elle, et donnent ainsi naissance à un certain nombre d'antagonismes, de frictions et de conflits très aigus et très intenses ». Cette contradiction entre monopoles et concurrence n'a fait que s'accroître avec la montée de la multipolarité.

Ainsi, l'avènement d'une nouvelle ère de rivalité inter-impérialiste est loin d'être linéaire et ne perturbe pas clairement l'hégémonie impériale du capital occidental. À cet égard, je pense que nous n'accordons pas suffisamment d'attention aux autres théories marxistes classiques de l'impérialisme, au-delà de Lénine. Bien que rudimentaire, la formulation de l'impérialisme de Rosa Luxemburg comprend correctement l'impérialisme comme « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde » (2). Elle considère l'impérialisme comme un moyen de décrire non seulement les caractéristiques de puissances impérialistes distinctes, mais

aussi la logique même du développement de l'économie mondiale capitaliste – en visant le développement de nouveaux acteurs pour faciliter le processus mondial d'accumulation du capital. Nicolas Boukharine a développé cette idée en identifiant une caractéristique dialectique dans le système capitaliste mondial : « parallèlement à l'internationalisation de l'économie et du capital, il s'opère un processus d'agglomération nationale, de nationalisation du capital » (3).

L'accent mis par Luxemburg et Boukharine sur l'impérialisme en tant que processus mondial unifié (bien qu'empreint de tensions internes) nous permet de comprendre la nouvelle montée des blocs économiques nationaux, des tensions géopolitiques et des formes de nationalisme industriel qui ont émergé au sein d'une économie mondiale plus interdépendante que jamais. Les déclarations sur le déclin du néolibéralisme sont prématurées : ce

\* **Promise Li**, militant socialiste de Hong Kong, actuellement à Los Angeles, est membre des organisations socialistes américaines Tempest et Solidarity. Il est actif dans la solidarité internationale avec les mouvements de Hong Kong et de Chine, dans l'organisation des locataires et de la lutte contre la gentrification dans le quartier chinois de Los Angeles, et dans l'organisation des travailleurs diplômés de base. **Federico Fuentes** écrit régulièrement pour les journaux australiens *Green Left Weekly* et *LINKS International Journal of Socialist Renewal*. Il est co-auteur (avec Roger Burbach et Michael Fox) de *Latin America's Turbulent Transitions: The Future of Twenty-First-Century Socialism*, Zed Books, London-New York 2013. Cet entretien a été d'abord publié le 14 septembre 2023 par *LINKS International Journal of Socialist Renewal*. (Traduit d'anglais par JM)

1. V.I. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, « IX. La critique de l'impérialisme ».  
2. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, ch. 31.  
3. N.I. Boukharine (1915), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos, Paris 1967, p. 52.

# Impérialisme

que nous voyons aujourd'hui n'est en réalité qu'une reconfiguration des capitaux issus de différents États et qui sont intégralement liés par la financiarisation. Les nouvelles politiques industrielles et les nouveaux nationalismes ne font que dicter les nouveaux termes dans lesquels la mondialisation persiste. Ainsi, les économistes exagèrent le déclin des importations chinoises aux États-Unis: en réalité, la plupart de ces marchandises ne font que transiter par des pays tels que le Mexique et le Vietnam. Les classes populaires, en particulier dans les pays du Sud, continuent d'être exploitées. De nouvelles alliances et rivalités peuvent modifier les relations entre les différentes bourgeoisies du Sud et les impérialistes traditionnels, mais la structure de base de l'impérialisme mondial reste très stable.

Bien entendu, la conception de la rivalité inter-impérialiste de Lénine et Boukharine reste d'actualité. Mais contrairement à la Première Guerre mondiale, l'interdépendance économique, même entre les blocs géopolitiques, renforcée par les nouveaux organismes financiers multilatéraux, établit de nouveaux termes à travers lesquels la rivalité inter-impérialiste prend forme. Par exemple, comme le soulignent des économistes tels que Minqi Li (4) et Michael Roberts (5), des pays comme la Chine reçoivent moins de valeur qu'ils n'en exportent. Mais comme l'a fait remarquer John Smith (6), ce n'est pas seulement cette dynamique qui détermine si un pays est impérialiste. Il cite l'impérialisme des ressources comme une forme d'impérialisme – qui va au-delà des considérations de transfert de valeur – dans laquelle ces pays s'engagent au côté des puissances impérialistes occidentales traditionnelles. Les politiques

4. Minqi Li, « China: Imperialism or Semi-Periphery ? », *Monthly Review*, 1<sup>er</sup> juillet 2021.

5. Michael Roberts, « IIPPE 2021: imperialism, China and finance ».

6. John Smith & Federico Fuentes, « Twenty-first century imperialism, multipolarity and capitalism's "final crisis" », *LINKS International Journal of Socialist Renewal*, 1<sup>er</sup> août 2023.

7. Voir le site du Kremlin.

8. Op. cit. note 1.

9. Rohini Hensman, « Socialist Internationalism and the Ukraine War ».

10. V.I. Lénine (1914), *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.

11. V.I. Lénine (1915), *La faillite de la IF Internationale*.

12. V.I. Lénine (1916), *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.



Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine lors de la cérémonie d'inauguration des travaux de la centrale nucléaire d'Akkuyu le 3 avril 2018, Ankara. © Kremlin.ru, CC BY 4.0

revanchardes renforcent également l'horizon impérialiste des impérialismes émergents tels que la Russie. Comme l'admet ouvertement le président russe Vladimir Poutine (7), l'intérêt de la Russie à sécuriser sa sphère d'influence en Ukraine par des moyens violemment expansionnistes va au-delà de la pression exercée par l'OTAN (qui joue sans aucun doute un rôle clé, mais non exhaustif, dans l'élaboration de l'invasion russe).

La persistance des revendications impérialistes traditionnelles de l'Occident (comme en témoigne la réponse de la France aux récents développements au Niger) et les nouvelles revendications revanchardes des puissances impérialistes montantes confirment une autre caractéristique clé de l'impérialisme que Lénine (s'appuyant sur Rudolf Hilferding) a identifiée: parmi la myriade d'antagonismes sociaux intensifiés par l'impérialisme, l'un des principaux est « l'intensification de l'oppression nationale » (8). Rohini Hensman souligne la persistance du « chauvinisme ethnique » aujourd'hui (9), que Lénine a mis en évidence comme une caractéristique fondamentale non seulement du bloc dirigeant, mais aussi des travailleurs, et même des socialistes, de la nation dominante. Tout aussi important, comme Lénine l'a souligné dans ses écrits sur l'autodétermination nationale: le fait que certaines nations oppressives soient subordonnées à des puissances impérialistes plus fortes dans le système mondial n'efface pas la légitimité des mouvements de libération nationale à l'encontre de ces nations. Lénine a écrit que « non seulement les petits États, mais aussi la Russie par exemple,

dépendent entièrement, du point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des "riches" pays bourgeois », ainsi que « l'Amérique du XIX<sup>e</sup> siècle était économiquement une colonie de l'Europe [...] mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'État national. » (10) En d'autres termes, les puissances impérialistes occidentales n'ont pas le monopole de l'impérialisme et du chauvinisme national – les attaques constantes de Lénine contre le chauvinisme de la Grande Russie l'ont mis en évidence. Avec la montée de nouveaux pays impérialistes et capitalistes avancés en dehors du bloc occidental, nous devons nous rappeler que Lénine a souligné le droit des nations à l'autodétermination, même celles qui sont prises entre des puissances impérialistes.

Bien entendu, aucun principe ne devrait être absolu au point de justifier « tout examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié » (11), comme Lénine l'a reproché à Kautsky, qui a utilisé la libération nationale serbe contre l'Autriche pour justifier le soutien socialiste à la guerre impérialiste. Dans le même temps, il a également refusé de délégitimer dogmatiquement tous les mouvements de libération nationale simplement parce qu'ils sont instrumentalisés par d'autres acteurs impérialistes: « Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à

renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme » (12). L'essentiel n'est pas de colporter des généralités, mais « *Lorsqu'on analyse une question sociale [...] on la pose dans un cadre historique déterminé; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.* » (13)

La montée du fascisme et l'intensification des liens entre la guerre inter-impérialiste et les différents mouvements de libération nationale au cours de la Seconde Guerre mondiale ont nécessité une nouvelle approche des questions de libération nationale et d'anti-impérialisme – nécessité à laquelle Ernest Mandel (14) s'est risqué à répondre. De même, nous devons actualiser nos analyses pour tenir compte des anciens impérialismes et des impérialismes émergents afin de renforcer le plus efficacement possible les mouvements révolutionnaires, non seulement dans un seul endroit, mais aussi pour de nombreuses personnes vivant des héritages politiques très différents – du capitalisme bureaucratique des anciens « États du socialisme réellement existant » aux horreurs de la thérapie de choc néolibérale dans les « démocraties libérales ».

**Federico Fuentes:** *Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la politique mondiale semblait largement dominée par des guerres visant à renforcer le rôle de l'impérialisme étatsunien en tant qu'unique hégémonie mondiale. Toutefois, ces dernières années, un changement semble s'opérer. Alors que les États-Unis ont été contraints de se retirer d'Afghanistan, nous avons vu l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'expansion du rôle économique de la Chine à l'étranger, et même des nations relativement plus petites telles que la Turquie et l'Arabie saoudite étendre leur puissance militaire au-delà de leurs frontières. D'une manière générale, comment analysez-vous la dynamique actuelle du système impérialiste mondial ?*

**Promise Li:** Je voudrais faire revivre un terme inventé pour la première fois par le marxiste allemand August Thalheimer, et développé par le marxiste autrichien-brésilien Érico Sachs et d'autres membres du collectif marxiste brésilien Política Operária (POLOP), qui décrit de manière adéquate le système impérialiste mondial d'aujourd'hui: « *coopération antagoniste* ». Ce terme a été utilisé par Thalheimer, à la suite de l'analyse de Boukharine sur le système capitaliste mondial en tant qu'unité contradictoire dans *Économie de la période de transition* (15), pour expliquer comment des tensions vives et même violentes peuvent exister entre les États capitalistes, alors que tous continuent à maintenir le même processus mondial d'accumulation du capital. Comme le décrit le programme de POLOP en 1967 (16), la coopération antagoniste illustre « *une coopération qui vise à la conservation du système et qui trouve son fondement dans le processus même de centralisation du capital, et qui n'élimine pas les antagonismes inhérents au monde impérialiste* ». Les théoriciens de POLOP sont allés plus loin que Thalheimer en précisant qu'une telle impulsion visant à préserver les relations sociales capitalistes peut caractériser les classes dirigeantes qui expriment une politique étrangère « anti-impérialiste ». Les sentiments anti-impérialistes de la population peuvent contraindre ces bourgeoisies à adopter cette position, mais, en retour, « *ce nationalisme, souvent mis à profit par les bourgeoisies indigènes, fait pression sur les puissances impérialistes pour qu'elles améliorent les termes de leurs relations économiques [ce qui garantit] la continuité de l'exploitation impérialiste après le retrait des armées coloniales* ».

Cela décrit parfaitement les actions des pays BRICS+ aujourd'hui. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba (17), parmi d'autres économistes politiques, soulignent depuis longtemps que ces régimes « *parlent à gauche, marchent à droite* ». Les rivalités croissantes entre les différents États n'annulent pas l'interdépendance. Les BRICS ont manqué d'innombrables occasions de se libérer de l'hégémonie économique occidentale dans la pratique, malgré leur rhétorique anti-impérialiste. La Nouvelle Banque de Développement, présentée par certains comme une alternative aux institutions bancaires occidentales

pour le Sud, a récemment officialisé son partenariat avec la Banque Mondiale (18). Bond observe que la Chine a augmenté et consolidé sa troisième position en termes de droits de vote au sein du FMI, et qu'elle en a même gagné aux dépens de pays du Sud tels que le Nigeria et le Venezuela (19). Les partenariats public-privé et les investisseurs institutionnels représentent des moyens pour l'Arabie saoudite, la Chine, le Brésil, etc. de développer de nouveaux nœuds d'accumulation – et de perpétuer les nœuds existants en collaboration avec l'Occident (20). La rivalité entre les États-Unis et la Chine a entraîné un certain découplage stratégique des industries, alors que de nombreux produits de base sont simplement réacheminés par l'intermédiaire de tierces parties. L'horrible invasion russe de l'Ukraine aurait introduit une nouvelle ère d'isolement occidental des capitaux russes par le biais de sanctions, mais le Caspian Pipeline Consortium – qui voit des cadres de Chevron travailler aux côtés d'entreprises russes sanctionnées – ne connaît pas d'interruption (21). Les tensions croissantes entre la Chine et l'Inde sont un exemple des contradictions potentiellement irréconciliables qui existent également au sein du bloc BRICS+. Comme l'écrivent Tithi Bhattacharya et Gareth Dale, « *les allégeances de la nouvelle guerre froide sont faites d'un maillage plus diffus. Elles tendent à être moins absolues; elles sont partielles et sujettes à des pressions et à des tiraillements continus.* » (22)

13. Op. cit. note 10.

14. Ernest Mandel, *Sur la Seconde Guerre mondiale*, La Brèche, Paris 2018.

15. N. Boukharine (1920), *Économie de la période de transition*.

16. POLOP, *Histoire de la lutte pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière au Brésil*.

17. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba, « Western Imperialism and the Role of Sub-imperialism in the Global South », *CADTM*, 13 janvier 2021.

18. « World Bank Group, New Development Bank Lay Groundwork for Cooperation », 9 septembre 2016.

19. Patrick Bond, « Brics joins the reigning world order », *Mail&Guardian*, 31 mars 2017.

20. Voir « From Loan-Financed to Privatised Infrastructure? Tracing China's Turn Towards Public-Private Partnerships in Africa » ainsi que « State Capitalism and the New Global D/development Regime ».

21. « The Caspian Pipeline Consortium: Russian and Western Accountability in the Oil and Gas Sector During Wartime ».

22. Tithi Bhattacharya & Gareth Dale, « Is BRICS+ an Anti-Colonial Formation Worth Cheering From the Left? Far From It », *Truthout*, 13 septembre 2023.

# Impérialisme

Les États-Unis restent la puissance impérialiste dominante dans le monde, bien que la gauche néglige souvent la manière dont les prétendus rivaux des USA contribuent en fait à maintenir son pouvoir, tout comme ils en contestent certains aspects pour obtenir une part du gâteau pour eux-mêmes. Les intérêts des différents capitalistes nationaux ne sont pas non plus toujours parfaitement alignés: de grands PDG américains et allemands ont accepté avec empressement l'invitation du ministre chinois des affaires étrangères, Qin Gang, à des réunions et à une collaboration plus approfondie, tandis que la commission d'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis sur le Parti communiste chinois (PCC) attisait les politiques antichinoises. Toute analyse correcte du système impérialiste mondial actuel doit tenir compte de ces contradictions et de la fluidité entre les puissances impérialistes. L'écrivain syrien Yassin al-Haj Saleh a récemment appelé cela « *l'impérialisme liquide* » (23), dans le contexte de l'intérêt commun des États-Unis et de la Russie à maintenir le pouvoir de Bachar al-Assad en Syrie. Ces nouveaux concepts nous permettent de mieux comprendre le système mondial actuel, plus que l'unipolarité américaine pure et simple ou la rivalité inter-impérialiste traditionnelle, mais d'autres analyses sont encore nécessaires.

**Federico Fuentes:** *À la lumière des débats actuels, comment voyez-vous la place de la Chine et de la Russie dans le système impérialiste mondial d'aujourd'hui ? Et comment voyez-vous la question de la multipolarité ?*

**Promise Li:** La multipolarité, sans l'influence des mouvements de masse anticapitalistes militants, peut n'être

23. Yassin al-Haj Saleh, « The Liquid Imperialism That Engulfed Syria », *New Lines Magazine*, 7 septembre 2023.

24. Première conférence des pays non alignés, en avril 1955.

25. Op. cit. note 4.

26. Samir Amin, *Beyond US Hegemony: Assessing the Prospects for a Multipolar World*, Zed Books, London-New York 2006.

27. Promise Li, « From the "Chinese National Character" Debates of Yesterday to the Anti-China Foreign Policy of Today », *Made in China*, 8 mars 2022.

28. Lin Yao, « Beaconism and the Trumpian Metamorphosis of Chinese Liberal Intellectuals », *Journal of Contemporary China*, vol. 30, n°127, pp. 85-101.

qu'une autre expression de l'impérialisme mondial. En effet, le néolibéralisme a persisté avec l'aide de ces nouveaux pôles. Vijay Prashad a admis en 2013 que les BRICS n'étaient rien d'autre qu'un « *néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud* ». Depuis, Prashad est devenu beaucoup plus optimiste au sujet des BRICS, ce qui est très étonnant compte tenu de l'entrée récente de monarchies néolibérales autoritaires telles que l'Arabie saoudite dans les BRICS et de l'invasion ouvertement impérialiste de l'Ukraine par la Russie. Les bases d'une cohésion idéologique anti-impérialiste et anticapitaliste sont de plus en plus minces – bien moins que celles qui ont uni les élites dirigeantes lors de la conférence de Bandung (24) dans le passé – et la marge de manœuvre pour la poursuite de l'accumulation du capital est de plus en plus grande.

Les deux principaux leaders des BRICS+, la Chine et la Russie, peuvent être le fer de lance de l'indépendance économique vis-à-vis de l'Occident à certains égards. Mais ces mesures ne parviennent pas à rompre avec l'accumulation du capital. Pire encore, les BRICS+ renforcent parfois le rôle central des institutions impérialistes occidentales. La déclaration de Johannesburg II, en août, confirme l'autorité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du G20, et « *encourage les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle constructif dans la construction d'un consensus mondial sur les politiques économiques et dans la prévention des risques systémiques de perturbation économique et de fragmentation financière* ». Comme l'ont décrit les théoriciens brésiliens de la coopération antagoniste, la bourgeoisie nationale des pays dits non alignés ou « anti-impérialistes » peut lutter pour une plus grande part des bénéfices sans modifier fondamentalement le système impérialiste mondial. En ce sens, la Chine (comme la Russie) développe de plus en plus ce que Minqi Li appelle « *des comportements de type impérialiste dans les pays en développement* » (25), tout comme elle a certainement joué un rôle sous-impérialiste. La multipolarité, loin d'être une alternative à l'impérialisme, indique un nouveau terrain dans lequel les grandes et moyennes puissances préservent et remettent en question

différents aspects de l'impérialisme occidental, chacune pour s'assurer une plus grande sphère d'influence dans le système capitaliste. Indépendamment de la question de savoir si la Chine ou la Russie sont des pays impérialistes, quelle que soit la mesure utilisée, il ne fait aucun doute que ces pays renforcent l'impérialisme mondial d'une manière ou d'une autre, plutôt qu'ils ne le contestent.

L'anti-impérialisme d'aujourd'hui doit commencer par cette reconnaissance, et non par l'espoir naïf que l'existence même de différents pôles va ouvrir un espace pour la pratique révolutionnaire. Samir Amin a lancé un avertissement à ce sujet en 2006, en déclarant que « *les options économiques et les instruments politiques nécessaires devront être développés conformément à un plan cohérent; ils ne surgiront pas spontanément dans le cadre des modèles actuels influencés par le dogme capitaliste et néolibéral* » (26). Avec la montée en puissance des BRICS+, les espaces de mobilisation permettant aux mouvements de se rassembler pour formuler des plans cohérents se sont considérablement réduits, au lieu de s'étendre, dans des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran. Les victoires électorales de la gauche en Amérique latine soutenues par les mouvements ces dernières années – qui subissent également de nouvelles attaques de la part de la droite – ne se traduisent pas automatiquement par de meilleures conditions pour les mouvements à l'autre bout du monde. En fonction de la force des mouvements sur le terrain, la multipolarité peut conduire à des conditions de lutte meilleures que l'impérialisme américain – ou tout aussi mauvaises, voire pires. Le fait est que la multipolarité elle-même ne garantit aucune de ces réalités, c'est la relation entre les conditions objectives et l'activité réelle des mouvements qui détermine son devenir.

**Federico Fuentes:** *Comment les tensions entre les États-Unis et la Chine ont-elles influencé la politique et les luttes à Hong Kong et au sein de la diaspora hongkongaise/chinoise aux États-Unis ?*

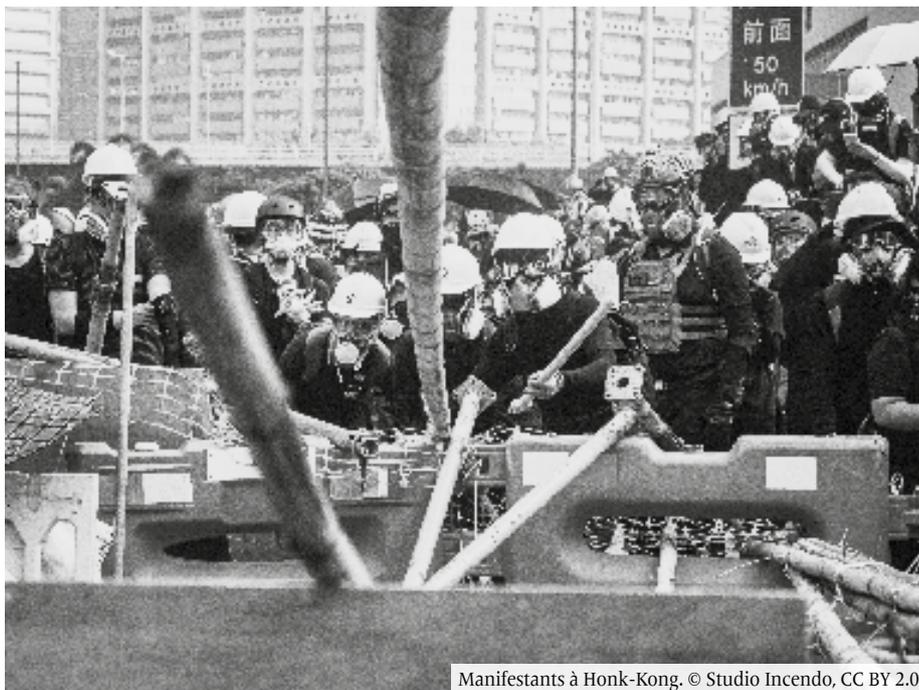
**Promise Li:** La rivalité inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine a rendu beaucoup plus difficile le maintien de mouvements indépendants à Hong

Kong et dans la diaspora. Le penchant pro-occidental de nombreux dissidents de ces communautés est indéniable, et la raison de ce penchant est une question complexe. Dans mes écrits, j'explore les raisons pour lesquelles de nombreux dissidents de Hong Kong sont prédisposés à l'Occident (27). L'une d'entre elles est l'influence de générations de dissidents libéraux sinophones qui sont réfractaires à la critique de classe et soutiennent le libéralisme occidental. Une autre raison essentielle est que les tensions entre les États-Unis et la Chine ont exacerbé ce que Yao Lin appelle une politique de « guide alternatif » au sein des communautés dissidentes. Comme l'explique Lin, « l'expérience traumatisante du totalitarisme du Parti-État propulse les libéraux chinois dans un pèlerinage anti-PCC à la recherche d'images aseptisées et glorifiées des réalités politiques occidentales (en particulier américaines), ce qui nourrit à la fois leur affinité néolibérale et leur propension à une métamorphose trumpienne » (28). La polarisation des tensions et le soutien hypocrite d'une partie de l'establishment américain aux manifestations de Hong Kong n'ont fait qu'accélérer cette attitude.

L'objectif commun des élites dirigeantes américaines et chinoises, soutenu par certains membres du camp dissident pro-démocratique, est de dissuader la croissance d'une alternative politique fondée sur la construction d'organisations de masse indépendantes vers un horizon anticapitaliste. Le principal problème n'est pas seulement que la gauche était faible et fragmentée à Hong Kong et dans la diaspora avant même que la répression ne commence en 2020, mais que pendant des décennies, les gens ont été incapables de concevoir ce que signifie une politique ou un modèle d'organisation de gauche – et encore moins socialiste (de nombreux Hongkongais associent malheureusement la « gauche » au PCC ou au Parti démocrate américain !). Cette confusion est due à l'héritage du colonialisme britannique, à l'horizon libéral de l'opposition pro-démocratique et à la trahison des principes socialistes par le PCC, mais ne peut être réduite à ces seuls facteurs. Les tensions entre les États-Unis et la Chine n'ont fait qu'exacerber ce problème, en limitant les horizons politiques des

gens et en les forçant à considérer l'une ou l'autre hégémonie comme la solution politique à leurs maux.

En outre, le chauvinisme, que les deux pays alimentent en raison de cette rivalité géopolitique, renforce dangereusement la capacité des deux États à utiliser les soupçons « d'ingérence étrangère » pour réprimer les mouvements nationaux. La rhétorique et les poli-



Manifestants à Honk-Kong. © Studio Incendo, CC BY 2.0

tiques antichinoises de l'establishment américain donnent à l'État davantage de pouvoir pour limiter les libertés civiles et discriminer les Chinois et les autres communautés d'origine asiatique des États-Unis (29). Ce n'est qu'un reflet de la façon dont la Chine a fortement étendu ses attaques contre les droits démocratiques des habitants de Hong Kong (30). Elle utilise les lois sur la sécurité nationale pour accuser et détenir beaucoup plus de militant-es et de gens ordinaires que ceux qui ont des liens réels avec l'État américain – sans preuves appropriées ni procédure régulière. Ainsi, les deux régimes poursuivent des objectifs impérialistes sous couvert de causes plus nobles, l'un utilisant le discours de la liberté et de la démocratie, l'autre celui de l'anti-impérialisme et de la paix.

Les tensions militaires entre les États-Unis et la Chine menacent indubitablement les moyens de subsistance des populations du monde entier. Les socialistes doivent s'efforcer de combattre les tensions géopolitiques croissantes,

mais la solution ultime n'est pas non plus le fantasme selon lequel les deux régimes peuvent être amenés à coopérer pour résoudre les problèmes urgents de notre époque: le changement climatique, la montée des autoritarismes, la précarité économique, etc. La dernière fois que les régimes américain et chinois ont coopéré pacifiquement, on a assisté à la prolétarisation et à l'exploitation

massives de centaines de millions de travailleurs chinois pour les marchés de consommation du Nord. Nous devons renforcer – et, dans le cas de la Chine, reconstruire – les mouvements indépendants partout dans le monde afin de poser un défi politique à ces États-nations, au lieu d'espérer « l'utopie d'un compromis historique entre le prolétariat et la bourgeoisie qui "atténuerait" les antagonismes impérialistes entre les États capitalistes », comme l'a dit Rosa Luxemburg (31). Ce faisant, la gauche doit se concentrer sur la construction de liens entre ceux qui résistent aux impérialismes américain et chinois, en contrant le récit fratricide de la rivalité civilisationnelle que les libéraux et les élites dirigeantes nous ont imposé.

29. Promise Li, « The US Government Is Ramping Up an Anti-China Witch Hunt », *Jacobin*, 26 juillet 2023.

30. « Explainer: Hong Kong's national security crackdown – month 38 », *Hong Kong Free Press* du 2 septembre 2023.

31. Rosa Luxemburg (1913), *Critique des critiques*.

# Impérialisme

**Federico Fuentes:** *Vous avez critiqué les limites de la campagne « Pas de nouvelle guerre froide » promue par des sections du mouvement pacifiste et de la gauche. Pourquoi ? Quel type d'initiatives de paix la gauche devrait-elle promouvoir ? Envisagez-vous la possibilité de promouvoir une politique ou une architecture de sécurité commune qui favorise un ordre plus pacifique et coopératif tout en donnant la priorité aux besoins des petites nations par rapport à ceux des grandes puissances ?*

**Promise Li:** L'année dernière, dans *Socialist Forum*, le journal des Démocrates socialistes d'Amérique, j'ai souligné les limites du cadre « Pas de nouvelle guerre froide » parce que le slogan n'offre pas de solutions concrètes pour celles et ceux qui sont confrontés à la menace de la surveillance et de la répression de la Chine, mais aussi parce que ce cadre ne nous permet pas de comprendre que l'interdépendance économique continue de structurer les relations entre les États-Unis et la Chine, en dépit des tensions géopolitiques (32). Je ne dis pas que le discours de la guerre froide occulte complètement la dynamique actuelle: la définition que donne Gilbert Achcar de la nouvelle guerre froide (33), à savoir la volonté de guerre entre les différentes grandes puissances, est utile pour comprendre les décisions politiques et économiques des principales sections des classes dirigeantes, en particulier du complexe militaro-industriel. Mais la dynamique de l'impérialisme mondial va au-delà. Les intérêts d'autres secteurs clés du capital vont également au-delà. Comme le dit Thomas Fazi, « la plus grande résistance à la nouvelle guerre froide ne vient pas d'un mouvement pacifiste mondial, mais des conseils d'administration des entreprises occidentales » (34).

32. Promise Li, « China, the Chinese Diaspora, and Internationalism from Below », *Socialist Forum*, spring 2022.

33. Gilbert Achcar, *The New Cold War – The United States, Russia, and China from Kosovo to Ukraine*, Haymarket Books, Chicago 2023.

34. Thomas Fazi, « The capitalist are revolting over China », *UnHerd*, 6 juin 2023.

35. Taras Bilous, « Une lettre de Kiev à une gauche occidentale », *À l'encontre*, 26 février 2022.

36. Trent Trepanier, « Taiwan and Self-Determination as a Core Principle », *Socialist Forum*, winter/spring 2023.

37. Verónica Gago, « Theses on the Feminist Revolution », *Verso blog*, 7 décembre 2020.

La vraie question est donc de savoir à quoi peut ressembler un mouvement pacifiste et anti-guerre capable de poser une perspective clairement anticapitaliste, sans pour autant se couper d'autres mouvements. Taras Bilous (35) et Trent Trepanier (36), entre autres, ont fait des tentatives utiles pour parler de réformes des cadres actuels de la sécurité mondiale, tels que les Nations unies (ONU). Mais une véritable politique de sécurité qui favorise la paix et protège le droit à l'autodétermination ne peut émerger qu'après une rupture révolutionnaire avec le capitalisme dans le monde entier. Pour une tâche aussi énorme, l'ingrédient le plus urgent à l'heure actuelle n'est pas de calculer un programme ou un plan exact pour cette architecture de sécurité, mais de développer au maximum les espaces pour que les mouvements indépendants se développent, se mobilisent et élaborent des solutions politiques collectivement. En ce sens, je m'inspire de l'impulsion de la féministe argentine Verónica Gago pour fonder sa conception d'une « Internationale féministe » sur la « grève féministe ». Au lieu de donner la priorité à un nouveau cadre institutionnel pour la sécurité et la responsabilité dans le système actuel, en particulier en ce qui concerne les féminicides en Amérique latine, Gago comprend qu'une « stratégie d'organisation et d'autodéfense » émerge de la capacité des masses à développer « une pratique collective qui cherche à comprendre les relations de subordination et d'exploitation » selon leurs propres termes. Une telle perspective « rejette les réponses institutionnelles qui renforcent l'isolement du problème et qui cherchent à le résoudre par le biais d'une nouvelle agence gouvernementale » (37).

Les mouvements de l'année dernière nous ont montré que la meilleure « sécurité » pour les travailleurs ne commence pas par un nouveau cadre institutionnel qui s'adapte au système capitaliste dans des conditions différentes, mais par la remise en question de la légitimité même des institutions existantes qui prétendent faussement garantir notre sécurité. C'est en se révoltant que les travailleur-es de l'usine Foxconn de Zhengzhou se sont protégés contre l'infection par le Covid-19 et les mauvaises conditions du logement, qui leur étaient imposées par des en-

treprises travaillant avec l'approbation du gouvernement local pour les enfermer dans leurs lieux de travail sous couvert de contrôle de la pandémie. En 2018, c'est en marchant sur Quito que des militants indigènes ont résisté à la tentative du gouvernement équatorien, menée en collaboration avec des sociétés minières chinoises et des entreprises étatsuniennes, de violer la souveraineté de leurs terres en Amazonie.

L'initiative de paix la plus efficace ne peut être menée qu'en renforçant les mouvements nationaux contre leur bourgeoisie dirigeante, des États-Unis à la Chine, et non en considérant le travail contre la guerre et pour la paix comme une simple question d'amélioration des institutions de sécurité mondiale ou en s'opposant à un belliciste aux dépens des autres. À un moment donné, la gauche a besoin d'un programme politique unifié et cohérent derrière lequel les mouvements peuvent se rallier et identifier un cadre de sécurité mondiale au-delà de la domination du capital. En attendant, nous devons restaurer la conscience politique des peuples du monde entier avant de pouvoir parler d'unité programmatique sur ces bases.

**Federico Fuentes:** *Voyez-vous des possibilités de construire des ponts entre les luttes anti-impérialistes au niveau international, en tenant compte du fait que les mouvements locaux ont différentes grandes puissances comme ennemi principal et peuvent donc chercher un soutien (même une aide militaire) auprès de différents pays impérialistes ? La gauche peut-elle adopter une position de non-alignement avec les blocs (neutralité) sans renoncer à la solidarité ? En résumé, à quoi devrait ressembler l'anti-impérialisme socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle ?*

**Promise Li:** Absolument – la raison pour laquelle je tiens à souligner la persistance de l'interdépendance inter-impériale ou inter-capitaliste dans le système impérialiste mondial, malgré la montée des rivalités géopolitiques, est que cette analyse nous fournit directement des pistes concrètes pour une solidarité internationale de gauche. Comprendre l'économie mondiale comme une unité antagoniste permet aux mouvements de découvrir les lieux où les différentes puissances ou institutions impérialistes restent inextricablement liées. En

concevant des campagnes ciblant ces lieux, les mouvements peuvent proposer une alternative aux solutions militaristes promues par les élites dirigeantes américaines, chinoises, russes et autres. Par exemple, un vaste mouvement antimondialisation contre les institutions néolibérales multilatérales serait la clé d'un anti-impérialisme socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle. Le FMI compte les États-Unis et la Chine parmi deux des trois membres disposant du plus grand nombre de voix, qui collaborent régulièrement. Ainsi, la Chine a discrètement approuvé les décisions prises par les États-Unis en matière de climat, de commerce et d'autres politiques au sein d'organismes internationaux (38). Une véritable campagne contre ces institutions irait à l'encontre du campisme, qui pose une fausse alternative entre le bloc occidental et les champions de la multipolarité – tous étant de connivence.

Les campagnes conjointes contre le FMI, BlackRock et Vanguard peuvent fournir de nouvelles bases pour sortir de l'impasse entre les différents mouvements anti-impérialistes souvent opposés les uns aux autres, tout en offrant une alternative claire aux formes libérales de mobilisation. Les appels à l'abolition par le FMI de la dette ukrainienne ou à au rejet des accords néolibéraux conclus par le président ukrainien Volodymyr Zelensky avec BlackRock pour la reconstruction de l'Ukraine après la guerre sont compatibles avec des campagnes similaires menées dans d'autres régions du Sud, telles que le Sri Lanka. Pour prendre un autre exemple, nous devrions également reconnaître que la stabilité économique de la Chine repose en partie sur son vaste marché d'importation en Israël et que Israël, en retour, dépend fortement des importations chinoises pour le développement de ses infrastructures. La campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en solidarité avec la résistance palestinienne bénéficierait en fait du soutien de ceux qui résistent à l'État chinois à l'étranger. D'autre part, l'approfondissement des relations entre les deux mouvements, qui se chevauchent peu actuellement, peut offrir aux Chinois, aux Hongkongais et aux autres communautés dissidentes de la diaspora des moyens concrets de résister à l'État chinois, mais au-delà des solutions proposées par la droite extrémiste. En cultivant la solidarité entre des campagnes



Paris, 15 mai 2021, manifestation en soutien à la Palestine maintenue malgré son interdiction. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

souvent considérées comme distinctes, on se renforce mutuellement dans la pratique. Elle peut offrir de réelles alternatives au militarisme occidental sans minimiser les menaces d'autres impérialistes tels que la Chine et la Russie. L'idée maîtresse qui sous-tend ces suggestions est que la gauche doit articuler des revendications et des campagnes pratiques susceptibles d'orienter les masses vers un horizon révolutionnaire distinct de celui des libéraux. Les slogans abstraits de « solidarité internationale de la classe ouvrière par en bas » ne suffiront pas. Nous ne devons pas rejeter la possibilité de coalitions larges sur certaines questions avec d'autres groupes au-delà de la gauche, mais nous devons nous concentrer sur la construction de campagnes qui peuvent renforcer l'indépendance politique de la gauche.

Celles et ceux qui luttent pour le socialisme devraient défendre le droit des mouvements de libération nationale contre les forces étrangères à demander des armes partout où ils le peuvent, tout comme les socialistes l'ont fait lorsque les républicains espagnols ont demandé des armes aux États capitalistes contre le régime fasciste pendant la guerre civile espagnole. Dans le même temps, nous devons reconnaître que les pays occidentaux militarisent l'Ukraine et Taïwan, par exemple, pour augmenter massivement leurs budgets militaires impérialistes. Quelle que soit la position de chacun sur le fait que les Ukrainiens reçoivent des armes de l'Occident, il devrait être clair que la question des armes

ne devrait pas être l'horizon ultime de la solidarité internationale de la gauche. Les libéraux bellicistes appellent à une augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine, et la gauche doit réfléchir à la manière dont nos organisations peuvent se distinguer d'eux, et ne pas se contenter de suivre les libéraux et de faire pression sans esprit critique pour plus d'armement. Nous pouvons soutenir le droit des Ukrainiens à réclamer des armes, de même que nous nous opposons à toute tentative des impérialistes occidentaux d'utiliser l'assistance défensive et humanitaire à l'Ukraine comme excuse pour augmenter les budgets et les infrastructures militaires. En revanche, ceux qui concentrent tous leurs efforts sur l'opposition aux livraisons d'armes, sans travailler concrètement à soutenir la lutte d'autodéfense de l'Ukraine et à la relier à d'autres luttes de libération, ne font pas de l'anti-impérialisme. Le slogan de Karl Liebknecht « *l'ennemi principal est à l'intérieur* » ne signifie pas qu'il faille renier la responsabilité socialiste fondamentale de la solidarité internationale avec les peuples opprimés qui luttent contre d'autres ennemis à l'étranger. Il est de la responsabilité de la gauche de s'opposer à la fois aux budgets militaires impérialistes dans son propre pays et de découvrir d'autres moyens d'étendre la solidarité à l'étranger. ■

38. Michael Hudson, Patrick Bond, « China – a sub-Imperial ally of the West ? », *Brave New Europe*, 5 avril 2022.

# Livio Maitan

## Un géant oublié du marxisme italien

Par  
Enzo Traverso\*

Cette année marque le centenaire de la naissance du marxiste italien Livio Maitan. Maitan, figure remarquable de la gauche radicale, décédé en 2004, est presque inconnu de la dernière génération de militants politiques. Sa trajectoire intellectuelle et politique s'inscrit dans l'histoire d'une époque à feu et à sang qui s'est achevée dans les années 1990, entre la fin de la guerre froide et les attentats du 11 Septembre.

Pendant cinquante ans, entre les années 1940 et les années 1990, Maitan a été l'une des figures de proue de la IV<sup>e</sup> Internationale, aux côtés de Pierre Frank et d'Ernest Mandel. Stratège et organisateur infatigable, il a exercé une grande influence sur de nombreuses décisions cruciales de la IV<sup>e</sup> Internationale, même s'il était moins coloré et flamboyant que certains de ses autres dirigeants, et n'apparaît que brièvement dans *Redemption* (1990), le roman satirique de Tariq Ali sur la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans son pays d'origine, l'Italie, Maitan était une figure publique de la gauche radicale. Une conférence à la Bibliothèque nationale de Rome a récemment discuté de son héritage, avec la participation de nombreux éminents représentant·es de la gauche italienne, de Fausto Bertinotti à Luciana Castellina.

Cent ans après la naissance de Maitan et presque vingt ans après sa mort, son héritage mérite une réflexion rétrospective. Vu dans ce large horizon, il me paraît très éloigné de notre époque. Il appartient à

\* Enzo Traverso enseigne à l'université de Cornell, aux États-Unis. Né en Italie, il a été membre de la Ligue communiste révolutionnaire en France. Son dernier ouvrage, publié en 2021, est *Revolution: An Intellectual History*. L'article, publié par Jacobin, est traduit de l'anglais par Antoine Larrache.



Rome, 1950. De gauche à droite: Leone Iraci, Alfonso Cascone, Livio Maitan. © L'Europeo.

un monde qui n'existe plus et c'est peut-être pour cette raison qu'il est important pour notre conscience historique.

### Révolutionnaires professionnels

Livio Maitan a incarné une figure noble, à la fois héroïque et tragique, qui a profondément marqué l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle: le révolutionnaire professionnel. Il convient de s'attarder sur la définition de ce terme. Les révolutionnaires n'ont pas disparu: il y en a encore aujourd'hui, et iels sont probablement plus nombreux qu'on ne le pense. Mais si le XXI<sup>e</sup> siècle a déjà connu des révolutions, la figure du révolutionnaire professionnel appartient au passé.

À l'exception de quelques mouvements de libération nationale dans le Sud, les révolutionnaires professionnels appar-

tiennent désormais à une époque où la division du travail, les partis politiques et la sphère publique étaient structurés différemment. Surtout, ils appartiennent à une époque où la révolution était un horizon d'attentes ou, dans le langage d'Ernst Bloch, une utopie concrète, nécessaire et possible, qui avait pénétré l'univers mental de millions d'êtres humains.

Les révolutionnaires professionnels étaient des hommes et des femmes pour qui la révolution n'était pas seulement un projet auquel adhérer ou pour lequel se battre, mais un mode de vie – un choix qui orientait et façonnait toute leur existence. Ce choix implique des motivations politiques, culturelles et idéologiques profondes, qui peuvent être remises en question, reconsidérées ou rectifiées, mais qui constituent le point de départ pour apprécier la réalité.

On pourrait dire que ces révolutionnaires ont surmonté la dichotomie de

Max Weber entre la politique comme vocation et la politique comme profession. Mais il faut ajouter que pour les révolutionnaires professionnels, la politique était tout sauf une occasion de faire « carrière ». C'était un choix qui impliquait plutôt un renoncement total à toute carrière bien rémunérée, respectable et prestigieuse. C'était le choix de faire partie d'une sorte de contre-société.

Être révolutionnaire professionnel, c'est accepter de vivre très modestement, souvent dans des conditions matérielles précaires. Lorsque les finances de leur mouvement ne permettaient pas de leur verser un maigre salaire, ces hommes et ces femmes pouvaient écrire pour des journaux et des magazines, traduire et éditer des livres, ou parfois donner des séminaires dans des universités, comme l'a fait également Maitan. Mais ce ne sont pas des choix professionnels, ce sont des expédients qui leur permettent de mener à bien leur activité principale, la préparation de la révolution.

Ce choix de vie a créé des personnalités entre bohèmes et moines, partagés entre la liberté totale et l'autodiscipline la plus stricte, entre le rejet de toutes les conventions et un certain ascétisme. Max Weber a décrit l'éthique protestante du travail comme une forme d'ascétisme « intérieur ». Je pense qu'une éthique similaire existait chez les révolutionnaires professionnels. Les rebelles, décrits par Hannah Arendt dans la *Tradition cachée* (1943), étaient des « parias » conscients, non pas parce qu'ils étaient misérables (bien qu'ils n'aient pas de patrimoine à défendre), mais parce qu'ils assumaient consciemment leur marginalité.

### Un mode de vie

L'un des grands mérites de Maitan a été d'éviter les dangers du sectarisme et du dogmatisme auxquels une telle marginalité expose inévitablement. Par sa culture et son tempérament, il était tout à fait différent des leaders charismatiques des petites sectes – un fléau qui a parsemé l'histoire des mouvements révolutionnaires, en particulier le mouvement trotskiste. Son défaut était plutôt une modestie excessive qui limitait ses ambitions personnelles.

Ce choix de vie possédait évidemment un fondement moral solide. C'est le choix de la lutte contre l'oppression et l'injustice, la conviction que les dominés peuvent changer le monde, le pari de la

capacité des êtres humains à s'émanciper. Parce que la révolution était un horizon mondial, elle orientait ces hommes et ces femmes vers le cosmopolitisme.

Maitan incarne cette tradition. En tant que dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, il a consacré une grande partie de sa vie à voyager d'un pays à l'autre, à assister à des congrès publics et à des réunions clandestines, à discuter avec des dirigeants de partis, de mouvements, de syndicats et de groupes des quatre continents. Ses livres sont un témoignage éloquent de cette activité.

La combinaison de ces caractéristiques – le refus d'une carrière et l'acceptation d'une précarité permanente avec des convictions solides, une forte impulsion morale et une mobilité extrême – indique que la vie du révolutionnaire professionnel était également faite de sacrifices, qui sont l'autre face de l'anti-conformisme. Et par-dessus tout, le renoncement à une vie normale.

La vie des révolutionnaires professionnels n'échappait pas, dans de nombreux cas, aux hiérarchies de genre d'une société patriarcale. Nombre d'entre eux dépendaient de leurs partenaires féminines qui élevaient leurs enfants ou avaient un emploi stable.

Maitan ne m'a jamais parlé de sa vie privée, sur laquelle il était très réservé et discret. Son autobiographie, *La strada percorsa* (La route empruntée, 2002), est exclusivement politique et ne mentionne pratiquement pas ses amours, ses compagnes ou ses enfants, qui le lui reprochaient apparemment. C'est aussi l'une des conséquences du choix de la révolution comme mode de vie.

### Publications périphériques

Ce choix existentiel s'est inévitablement répercuté sur ses ambitions intellectuelles. Maitan a laissé une œuvre abondante, très riche par la variété des thèmes abordés et par l'originalité et la profondeur de ses analyses. Mais ces analyses étaient presque toujours seulement publiées dans les journaux et revues de la IV<sup>e</sup> Internationale, ou les maisons d'édition nées dans sa périphérie.

En Italie, le public le connaissait essentiellement comme traducteur et vulgarisateur de Léon Trotsky. Il possédait une formation classique et une grande culture, mais il écrivait surtout pour intervenir dans des débats stratégiques et lan-

cer des polémiques politiques, cherchant à orienter une organisation ou à approfondir théoriquement des problèmes qui avaient une pertinence politique. Je ne pense pas qu'il ait jamais essayé d'écrire un essai pour satisfaire un désir intellectuel personnel ou intime.

Homme de parti, il n'a jamais cherché à écrire des ouvrages théoriques ambitieux, comme ceux de ses plus proches collaborateurs tels qu'Ernest Mandel ou Daniel Bensaïd. Personnellement, je regrette ce sacrifice volontaire de Maitan. Il est le fruit d'une grande modestie et d'une grande humilité mais aussi, probablement, d'une certaine myopie politique.

L'histoire du trotskisme en Italie aurait été différente s'il avait trouvé une implantation historique, une définition politique et une élaboration théorique plus solides. Il n'a jamais eu l'éclat théorique de l'*operaismo* (opéarisme), dont les fondements ont été posés d'abord par la revue *Quaderni rossi* (1961-66) et par l'ouvrage de Mario Tronti *Travailleurs et capital*, puis par les travaux ultérieurs de Toni Negri. Maitan était le seul à pouvoir accomplir une telle tâche, mais il pensait que la priorité était de traduire et diffuser les œuvres de Trotsky.

Au cours des décennies suivantes, il a décidé de confier ses interventions pointues sur la crise du marxisme, Antonio Gramsci ou l'histoire du Parti communiste italien (PCI), à de petites maisons d'édition, et elles n'ont jamais atteint un public plus large. Je crains que cela ne soit le résultat d'un choix plutôt que de circonstances objectives.

Ce choix était ancré dans un mode de vie. Maitan écrivait pour une organisation et ses lecteurs étaient des militants. C'est ainsi que les révolutionnaires professionnels ont toujours procédé, de Rosa Luxemburg à Vladimir Lénine et Léon Trotsky, et il a suivi leur voie.

Mario Tronti et Toni Negri, quant à eux, étaient des professeurs d'université, tout comme Mandel ou Bensaïd. Le fait qu'ils aient partagé des expériences, des débats et des choix avec des personnalités comme Maitan, tout en participant aux instances dirigeantes du même mouvement, ne les a pas empêchés d'appartenir également à un autre monde social qui leur a permis d'être à la fois des intellectuels publics et des leaders politiques. C'est peut-être ce qui a manqué au trotskisme italien dans les années 1960, au moment où il était le plus influent.

### Entre histoire et politique

Permettez-moi maintenant de passer de la vie de Maitan à son œuvre. Si l'histoire lui a donné raison, ce n'est pas le cas de la politique, pour reprendre les termes de la féministe italienne Lidia Cirillo. Comme l'a souligné Reinhart Koselleck, ce ne sont pas les vainqueurs qui sont les meilleurs interprètes de l'histoire. La contribution la plus profonde à la connaissance du passé vient des vaincus, dont le regard n'est pas apologétique mais plutôt critique.

Maitan était un défenseur de causes justes qui ont presque toujours été vaincues. Il a fait le bon choix à 20 ans en participant à la résistance antifasciste, puis en rejoignant la IV<sup>e</sup> Internationale, refusant le chantage de la guerre froide qui divisait le monde en blocs opposés. Il avait raison de ne pas vouloir choisir entre l'impérialisme américain et le stalinisme.

Le choix de devenir trotskiste dans l'Italie de la fin des années 1940 n'avait rien de naturel ou d'évident. Être un communiste hérétique et antistalinien signifiait se condamner à l'isolement, et rares étaient celles et ceux qui optaient pour cette voie. Mais cela a sauvé l'honneur de la gauche.

Maitan a traduit le livre de Trotsky *la Révolution trahie* (1936) en 1956, l'année de l'invasion soviétique de la Hongrie. Quelques années plus tard, il publie chez Einaudi un volume sur l'héritage de Trotsky, puis traduit les textes des dissidents de gauche polonais Jacek Kuroń et Karol Modzelewski.

En Italie, il fut l'un des rares à condamner le stalinisme sans tomber dans l'anticommunisme. De nombreux socialistes qu'il avait côtoyés dans l'après-guerre ont suivi cette dernière voie, de même que des intellectuels comme Nicola Chiaromonte et Ignazio Silone, qui ont fini par s'aligner sur le Congrès pour la liberté de la culture (1).

Son choix de soutenir les révolutions anticoloniales dans ce que l'on appelait alors le Tiers-monde était tout aussi correct. Dans le cas de Maitan, ce soutien était enthousiaste, généreux et concret, découlant naturellement du cosmopolitisme révolutionnaire mentionné plus haut. Il était un voyageur de la révolution mondiale, du Chili à l'Argentine, de la Bolivie au Mexique, et de l'Algérie à l'Iran.

Ses écrits sur ces mouvements révolutionnaires illustrent clairement cet engagement. De ces expériences sont nées de nombreuses amitiés et parfois d'âpres

conflits. À ces révolutions, il a apporté des idées, des expériences et le soutien matériel que la IV<sup>e</sup> Internationale pouvait offrir.

### L'entrisme *sui generis*

La question de ce que l'on appelle l'entrisme dans les partis communistes est plus complexe. Il s'agit d'une stratégie dont Maitan a été l'un des principaux inspirateurs, à partir de 1952. Dans sa conception, l'entrisme n'est pas une opération conspiratoire visant à infiltrer les appareils ou à préparer souterrainement des scissions, selon une vision machiavélique de la politique qui lui est totalement étrangère. La stratégie qu'il a privilégiée, appelée « *entrisme sui generis* », se fonde sur l'observation objective de la force du communisme.

Le cas italien en est la preuve éclatante. Dans les années 1950, le PCI rassemble plus de deux millions de membres et possède un enracinement social impressionnant ainsi qu'une aura extraordinaire, issue de la résistance antifasciste. Cette force a donné une dignité et une représentation politique à des millions de travailleur-es, remplissant une fonction irremplaçable dans la défense de leurs intérêts sociaux et, dans de nombreux cas, une fonction pédagogique pour leur éducation et leur accès à la culture.

C'était un parti plein de contradictions, vertical et autoritaire, avec un fossé effrayant entre ses dirigeants et sa base, souvent à peine alphabétisée. Le PCI était un parti stalinien qui avait des liens organiques avec Moscou, mais il avait aidé à construire une république démocratique en Italie. S'engager dans ce parti pour faire entendre une voix dissidente était le bon choix, motivé par le rejet du sectarisme.

Mais l'Italie de l'après-guerre s'est transformée à une vitesse vertigineuse. Sa sociologie a changé, la composition de la classe ouvrière s'est modifiée, d'immenses masses se sont déplacées des campagnes vers les villes et du sud vers le nord. Au cours de la même période, l'université de masse a vu le jour et une nouvelle génération rebelle est apparue.

Le trotskisme italien s'est fait l'expression de ce profond changement. Il suffit de penser à l'expérience éphémère mais significative d'un hebdomadaire comme *la Sinistra (la gauche)* ou à la création



d'une maison d'édition comme Samonà e Savelli, qui a fonctionné pendant vingt ans comme l'équivalent italien des éditions françaises Maspero ou, côté britannique, de Verso. Paradoxalement, Maitan et ses camarades n'en avaient pas compris toutes les implications.

Dans son autobiographie, Maitan mentionne le retard fatal avec lequel son courant a décidé de mettre fin à sa pratique de l'entrisme, entre fin 1968 et début 1969, tout en attribuant ce « *réflexe inconsciemment conservateur* » à des considérations purement tactiques. En fait, je pense qu'il n'avait pas saisi la dimension politique des profondes transformations en cours en Italie. Sa culture l'amenait à voir le mouvement ouvrier à travers le prisme exclusif du PCI et des syndicats, mais cette compréhension de la réalité devenait obsolète.

### Le Mai rampant

Une nouvelle classe ouvrière était apparue, qui ne voulait pas « l'émancipation du travail » (selon l'ancien point de vue social-démocrate) mais pratiquait le « *rejet du travail* » (« *rifiuto del lavoro* »). Des étudiants sont apparus, qui ne se battent plus pour le droit d'étudier (désormais largement acquis) mais pour une critique radicale de « l'université bourgeoise » et de la société de marché. Une nouvelle gé-

nération descend dans la rue et veut être protagoniste et sujet du changement.

Le PCI, qui a toujours regardé avec méfiance tout ce qui sortait de son contrôle, ne pouvait pas canaliser cette révolte. L'opéraïsme, avec sa théorie du « *travailleur de masse* » et de la « *composition de classe* », comprenait mieux ce qui se passait, et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles il est devenu le courant culturellement hégémonique de la gauche radicale pendant le « Mai rampant » italien.

Bien sûr, nombre des critiques que *Bandiera rossa*, l'hebdomadaire trotskiste italien, adressait à des groupes de la Nouvelle Gauche tels que Lotta Continua ou Potere Operaio étaient pertinentes. Cependant, lorsqu'il s'agissait de diagnostiquer les tendances sous-jacentes de l'époque, l'opéraïsme était plus clairvoyant. Maitan avait critiqué les « *déformations théoriques* » de ce courant sans en déceler les prémisses historiques.

En ce sens, les politiques autour de 68 lui ont donné tort. Il pensait que le PCI allait canaliser une nouvelle vague de radicalisation politique étudiante, féministe et ouvrière. Lorsqu'il a compris que cette radicalisation avait eu lieu en dehors des partis de gauche traditionnels, il était trop tard. Au début des années 1960, les trotskistes dirigeaient la plupart des fédérations de jeunesse du Parti communiste. En 1968, une très grande partie de leurs membres et de leurs dirigeants avaient abandonné le parti et rejoint les forces d'une gauche radicale naissante.

Le trotskisme italien n'a jamais été en mesure d'établir un dialogue efficace avec l'opéraïsme, qui constituait l'épine dorsale intellectuelle de la nouvelle gauche en Italie. En 1964, une table ronde entre *Bandiera rossa* et *Quaderni rossi*, à laquelle participaient des penseurs tels que Vittorio Rieser, Raniero Panzieri et Renzo Gambino, a été organisée, mais elle n'a pas été suivie d'effet. C'est une occasion manquée, car cette confrontation aurait été fructueuse pour les deux courants et aurait peut-être même abouti à un résultat différent pour les efforts de la Nouvelle gauche au cours de la décennie suivante.

Au cours des années 1970, constatant que la saison de l'entrisme était terminée, Livio Maitan pensait que le rôle des trotskistes était de fournir un programme pour l'unification de l'extrême gauche. Mais ils l'ont fait en proposant un modèle de parti léniniste qui était exactement ce que la Nouvelle gauche, pragmatiquement

et confusément, essayait de dépasser. La politique lui a donné tort une fois de plus.

### Le temps de la guérilla

Le contraste est saisissant entre le « *réflexe inconsciemment conservateur* » qui l'a empêché de saisir les transformations en cours en Italie et la fuite en avant – je ne sais comment la définir autrement – qui l'a poussé, à la même époque, à théoriser le choix stratégique de la guérilla en Amérique latine. Maitan fut l'un des principaux inspirateurs de cette stratégie, responsable de la rédaction des résolutions du IX<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1969, qui furent substantiellement réaffirmées par le congrès suivant en 1974.

En Italie, il critique le terrorisme des Brigades rouges, qui paralyse les mouvements de masse et pousse le gouvernement vers un « *État d'exception* » répressif. En Argentine, en revanche, pays où l'expérience cubaine ne peut être répétée, il soutient la guérilla de l'Armée révolutionnaire populaire (ERP), émanation militaire de la section argentine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le gouvernement argentin demande même à Maitan de servir de médiateur pour la libération d'un cadre de Fiat enlevé par un commando de l'ERP.

Le tournant de la guérilla a eu des résultats catastrophiques et a coûté de nombreuses vies humaines. Maitan connaissait beaucoup de ceux qui ont été tués et leur a rendu hommage dans son autobiographie, mais il n'a jamais discuté sérieusement de l'issue de cette stratégie. Dans son *Histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale* (2), il se limite à un récit sobre, parfois empreint d'un parfum apologétique, qui ne va pas au fond des choses. Dans sa préface au livre, Daniel Bensaïd le qualifie avec indulgence d'« *incomplet et partiel* ».

Maitan a partagé avec une génération de révolutionnaires latino-américains l'illusion que la guérilla serait la voie de la révolution pour tout le continent. Il ne l'a pas seulement partagée de l'extérieur, il en a été l'un des responsables, en tant que théoricien et stratège.

Il a été beaucoup plus lucide lorsqu'il s'est agi d'interpréter la révolution culturelle chinoise. Il voyait dans cette période de turbulences non pas une explosion libertaire, mais une crise de régime marquée par l'affrontement violent entre deux fractions de la bureaucratie communiste – conflit que Mao a réussi à surmonter en mobilisant la base du parti.

Ses analyses étaient fines et le livre qu'il a consacré à la révolution culturelle reste l'un de ses ouvrages les plus importants, même si ses mises en garde contre l'influence du maoïsme n'ont eu qu'un impact limité sur la gauche radicale.

### Le chemin de la résistance

Même à la fin de sa vie, l'histoire a donné raison à Maitan et tort à sa politique quand il a participé avec générosité et enthousiasme à l'expérience de Rifondazione Comunista (Refondation Communiste). Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, il ne s'est pas résigné au triomphe du capitalisme dans sa version la plus ostensiblement obscène, celle du néolibéralisme, mais s'est immédiatement engagé, avec une ténacité stoïque, sur la voie de la résistance.

Il n'avait pas partagé l'illusion d'Ernest Mandel, qui avait cru un instant que l'Allemagne était redevenue, à la fin des années 80, le noyau de la révolution mondiale, le trait d'union entre une révolution anticapitaliste à l'Ouest et une révolution antibureaucratique dans le monde du « socialisme réellement existant ». Je me souviens d'une conversation en 1991 au cours de laquelle il m'a dit que nous étions revenus près de deux siècles en arrière et que nous devrions repartir de zéro, comme aux origines du mouvement ouvrier. Mais cette perspective ne l'a pas découragé.

La politique lui a donné tort, non pas parce qu'il aurait été erroné de participer à la construction de Rifondazione, mais plutôt parce qu'il n'a pas compris que ce parti répondait à l'avènement d'un nouveau siècle et à une défaite historique avec les outils, les structures et les idées du passé. Il y a eu une tentative de synthèse entre les mouvements altermondialistes du début des années 2000 et le nouveau parti, mais elle a échoué.

Livio Maitan a incarné la révolution telle qu'elle a été conçue et vécue au XX<sup>e</sup> siècle, une époque héroïque et tragique qui n'est plus. Son héritage mérite d'être rappelé et médité de manière critique, mais la gauche radicale de notre siècle suivra d'autres voies. ■

1) Le Congrès pour la liberté de la culture (Congress for Cultural Freedom), fondé en 1950 et domicilié à Paris, est une association culturelle anticommuniste financée par la CIA.

2) Pour une *histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale*, Livio Maitan, Éditions de la librairie La Brèche, 14,00 €.

# De l'intervention impérialiste à une crise humanitaire sans précédent

Par  
Frank Prouhet\*

En 2011, dans le sillage du printemps arabe, un gigantesque soulèvement populaire balayait le Yémen. Dans ce pays dominé par la corruption, miné par les divisions entre le nord et le sud et le rôle écrasant des vieilles hiérarchies militaro-tribales, un espoir se levait. La jeunesse occupait les places, pendant des mois, à Sanaa, à Taz, à Aden. Parmi ses principaux porte-parole, on retrouvait même une femme, Tawakkol Karman, et une exigence, un État civil, qui rompe avec les vieilles hiérarchies militaro-religieuses et tribales. La révolution unifiait le pays, dans l'espoir d'en finir avec un pouvoir corrompu, incarné par le clan du président Saleh, qui vendait pour une bouchée de pain les richesses gazières du pays aux multinationales, comme le français Total, qui utilisait et manipulait la montée du danger d'Al-Qaida au Yémen pour se rendre indispensable aux yeux des bailleurs de fonds internationaux, notamment étatsuniens.

La révolution était assez forte pour chasser le président Saleh du pouvoir. Mais pas question pour les impérialismes étatsunien mais aussi français, pas question pour la monarchie saoudienne voisine, pas question pour les vieilles forces réactionnaires militaro-tribales yéménites, de laisser la révolution gouverner. Le détroit de Bab el Mandeb, par où transite un tiers du pétrole du monde, ne pouvait être sous le contrôle d'un gouvernement révolutionnaire. L'Arabie saoudite voisine, où jusque le nom du pays est privatisée par un seul clan, ne pouvait accepter une révolution qui chassait le tyran. Les richesses devaient retourner aux vieilles élites claniques marginalisées par le clan Saleh.

Cette coalition réactionnaire a d'abord bloqué l'accouchement d'une nouvelle Constitution démocratique, puis imposé un gouvernement de continuité avec l'ancien

régime en imposant Hadi, l'ancien Premier ministre du président déchu, à la tête d'un gouvernement transitoire. Elle s'est unie, puis déchirée pour conquérir le pouvoir, plongeant le pays dans une crise militaire et humanitaire sans fin. Une crise décuplée par l'intervention militaire aventureuse Tempête décisive, lancée en 2015 par Mohamed Ben Salman, MBS, le nouvel homme fort de l'Arabie saoudite, avec le soutien de son allié et mentor Mohamed Ben Zayed, des Émirats arabes unis, sous l'égide du parapluie américain, et plus discrètement français. L'agression du riche royaume saoudien contre le pays le plus pauvre du monde arabe devait régler en quelques mois le problème des Houthis, soutenus par l'Iran, qui avaient pris le contrôle de la capitale Sanaa, en alliance avec l'ex-président déchu Saleh, dans un retournement d'alliance spectaculaire. Huit ans plus tard, le Yémen est plus divisé que jamais, et la guerre est toujours là, qui aboutit à l'impasse d'aujourd'hui.

## Tempête décisive, une aventure réactionnaire...

Cette aventure yéménite de MBS s'explique autant par la volonté du nouvel homme fort saoudien d'asseoir son jeune pouvoir au sein du royaume que par l'affrontement sourd qui oppose les Saoud à la République islamique d'Iran depuis la chute du Shah. Un affrontement rythmé par la guerre Iran-Irak, où le royaume saoudien a financé l'agression irakienne, ou par les affrontements entre pèlerins iraniens et police saoudienne à La Mecque en 1987. Ces tensions n'ont fait que s'aviver avec la montée en puissance du nucléaire iranien. Avec Israël, l'Arabie saoudite a dénoncé la signature de l'accord sur le nucléaire de 2015, qui laissait un volet nucléaire civil et réintroduisait le pétrole iranien sur le marché au moment où son prix s'effondrait. Sans oublier la minorité chiite en Arabie saoudite, majoritaire dans la région de Al-Hassa, principale région pétrolière saoudienne, vue comme une per-

pétuelle menace intérieure. Pour le royaume sunnite, protecteur des lieux saints, les printemps arabes n'étaient rien d'autre qu'une volonté iranienne de constituer, contre les sunnites, un arc chiite du Bahrein au Yémen en passant par la Syrie et l'Irak.

C'est qu'au Yémen justement, en 2014, surfant sur le mécontentement populaire, les Houthis chassent militairement de la capitale Sanaa le gouvernement de transition de Hadi, qui d'un côté fait exploser le prix du gaz pour les Yéménites, mais de l'autre le brade encore et toujours à Total. Les Houthis sont issus d'une branche particulière du chiisme, les zaydites, qui ont dominé le Yémen pendant des siècles, puis ont été marginalisés par la République puis la réunification. Plus qu'un protagoniste d'un conflit religieux – chiites contre sunnites – les Houthis représentent une minorité qui critique haut et fort l'alignement du président Saleh sur l'impérialisme américain, sous prétexte de lutte contre le terrorisme après le 11 Septembre. Un adversaire bien commode, allié de l'Iran honni par l'impérialisme américain, contre lequel Saleh envoie des bombes, mais aussi des écoles coraniques sunnites ultra-orthodoxes, comme Dar al-hadith, en plein territoire chiite, pour réactiver un conflit religieux bien peu réel au départ. Ironie de l'histoire, Saleh, comme beaucoup de membres de l'élite yéménite, est issu de la minorité zaydite! Que ne ferait-il pas pour garder le pouvoir 33 ans et pour avoir les subventions américaines. Il irait jusqu'à s'allier avec les adversaires d'hier! Et c'est une alliance improbable et instable entre Houthis et Saleh tout juste chassé du pouvoir, qui expulse le nouveau gouvernement de transition Hadi de Sanaa. Le gouvernement Hadi, issu du fragile compromis entre les forces qui voulaient faire rentrer la révolution dans le rang et se partager le pays, doit se réfugier à Aden, dans le sud. Il ne doit son salut qu'au soutien militaire et financier de la coalition internationale réactionnaire États-Unis - Arabie saoudite - Émirats arabes unis.

\* Frank Prouhet, médecin, est militant du Syndicat de la médecine générale (SMG) et du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA, France).



Tawakkol Abdel-Salam Karman, journaliste, militante et femme politique yéménite. DR

## Deux coalitions fragmentées

À Sanaa, les Houthis et l'ancien président déchu Saleh, alliés d'un jour, se déchirent à nouveau. Saleh est assassiné. Les Houthis sont seuls maîtres du jeu fin 2017. Au Sud, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, alliés et soutiens financier et militaire d'une coalition anti-houthis hétérogène, voient leurs protégés respectifs s'affronter à l'arme lourde. C'est que l'Arabie saoudite porte à bout de bras les milices de Hadi réfugiées à Aden. Qui ont emporté dans leurs bagages Al-Islah, le parti militaro-tribal lié aux Frères musulmans. Ces mêmes milices qui ont mené la guerre contre les sudistes lors de la tentative de sécession de 1994, qui a fait des milliers de morts dans les rangs sudistes et emporté les espoirs d'autonomie. Les Émirats arabes unis, alliés de l'Arabie saoudite, financent surtout les milices du mouvement sudiste, certes opposés aux Houthis, mais qui créent, contre les protégés des Saoudiens réfugiés à Aden, un Conseil de transition du Sud, qui va bientôt s'affronter militairement au gouvernement Hadi et à ses soutiens d'Al-Islah.

Cette cohabitation improbable a en effet réveillé les vieilles fractures nord-sud. Le nord issu de l'occupation ottomane et de la lutte contre la monarchie, avec la République arabe du Yémen. Le sud issu de l'occupation par l'impérialisme anglais du grand port d'Aden et de son arrière-pays, pour sécuriser son empire et la route des Indes. Issu aussi de l'expérience avortée de la République démocratique populaire du Yémen, qui a suivi le retrait obligé des Anglais. Cette expérience très avancée, avec éducation et santé gratuites, égalité formelle hommes femmes et positions an-

ti-impérialistes, a été la cible de nombreuses attaques qui ont limité son développement, favorisé les fractures internes et l'ont poussée dans les bras de l'URSS. Elle a pris fin à la chute du Mur, et s'est conclue en 1990 par une réunification entièrement dominée par les élites du nord de la République arabe du Yémen.

Mais le front anti-houthis fracturé au sud se lit aussi sur fond de concurrence économique grandissante entre Saoudiens et Émiratis. MBS veut un royaume saoudien qui ne soit plus seulement une pétromonarchie. Il veut engager une transition grandiose et probablement bien peu réaliste, développer les services, le tourisme, les investissements privés étrangers, avec son projet vision 2030. Il fait pression sur les multinationales pour rapatrier leur siège à Ryad, ce qui le met inévitablement en concurrence avec Dubaï, première ville des Émirats. En 2021, Ryad met un ultimatum aux grands groupes étrangers. Plus de contrats publics après 2024 si vous ne localisez pas votre siège régional dans le royaume, qui n'accueille que 5 % des sièges internationaux contre 76 % pour les Émirats. Il faut dire que l'assassinat de Jamal Khashoggi, journaliste de cour devenu critique du pouvoir saoudien, le kidnapping de centaines de princes enfermés de longs mois au Hilton Ryad et qui en ressortent les poches délestées, la démission forcée de Saad Hariri, Premier ministre libanais, sunnite et allié de l'Occident, après son kidnapping par MBS à Ryad, ont refroidi plus d'un investisseur étranger et suscité la colère américaine.

Le tableau de la fracturation du Yémen serait incomplet, si l'on n'ajoutait pas Al-Qaïda dans la Péninsule arabique, AQPA, et la branche yéménite de l'État Islamique, qui profitent des affrontements pour gagner un temps des territoires, notamment le port de Mukalla et la vallée de l'Hadramaout. Sans parler aussi des drones américains qui frappent régulièrement marchés et chefs tribaux. Une fragmentation politico-militaire à l'infini, dont la principale victime est le peuple yéménite...

## Les deux camps enlisés

Après huit années de guerre, l'Arabie saoudite n'a pas vaincu les Houthis, soutenus par l'Iran, qui contrôlent les deux tiers nord du territoire. Son alliance est fracturée, le Yémen balkanisé. Le gouvernement yéménite en exil qu'il fait et qu'il défait, n'a de pouvoir que sur les chambres des hôtels de luxe qu'il occupe à Ryad. Un enlèvement qui coûte cher au royaume. Pire, l'Arabie Saoudite et ses terminaux pétroliers ont

été plusieurs fois la cible de drones houthis de conception iranienne, réduisant temporairement ses capacités d'exportation de pétrole, richesse essentielle qui représente 90 % des rentrées de l'État. Mohamed Ben Salman retiendra que les États-Unis n'ont pas bougé le petit doigt, quand les drones iraniens ont frappé son pays.

La guerre est ingagnable par l'Arabie saoudite, qui souhaite se recentrer sur son agenda économique, dont l'horizon radieux s'éloigne encore avec la crise covid, et dont l'actualité est de moins en moins dictée par sa relation exclusive avec les États-Unis, qui ne l'ont pas soutenu, et qui doit reprendre langue avec l'Iran pour sortir de ce bourbier. De même, les Houthis, solidement installés au nord, ne peuvent espérer conquérir la totalité du territoire yéménite. Leur échec meurtrier, avec la mort de plusieurs dizaines de milliers de combattants, dont de nombreux enfants soldats, dans la tentative de prendre le contrôle de la région pétrolière de Marib a sonné le glas de leurs espoirs.

## Le Yémen a faim et soif !

La guerre aurait fait plus de 100 000 victimes civiles. Près de quatre millions de personnes ont fui les combats et les bombardements. Mais la faim, la malnutrition, la soif tuent plus sûrement encore que les bombardements des écoles, des hôpitaux, des marchés, des mariages, par la coalition saoudienne. L'ONU parle de 200 000 victimes civiles indirectes. Vingt-quatre millions de personnes, 80 % de la population, ont besoin d'une aide d'urgence. Un chiffre jamais atteint par aucun pays au monde. Plus de la moitié de la population ne mange pas à sa faim. 7,4 millions de personnes souffrent de malnutrition, dont 2 millions d'enfants, selon Oxfam. Le système de santé est exsangue, les rares structures sanitaires qui fonctionnent, notamment celles des ONG, sont bombardées par les avions saoudiens. Les prix explosent alors que les revenus s'effondrent. Pour asphyxier financièrement les Houthis, qui prélèvent des droits de douane et rançonnent les organisations humanitaires, l'Arabie saoudite bloque l'acheminement de l'aide humanitaire, déjà largement sous-dimensionnée par rapport aux immenses besoins. La crise humanitaire s'aggrave avec le blocus saoudien du port d'Hodeïda et de l'aéroport de Sanaa. Le pays est renvoyé au 191<sup>e</sup> rang de l'indice de développement de l'ONU. Voilà le prix payé pour l'intervention de l'impérialisme et la revanche des vieilles hiérarchies militaro-tribales contre la révolution.

## Yémen

On retiendra la participation française à la sale guerre du Yémen. Malgré les dénégations du gouvernement français, la fuite d'une note de la direction du Renseignement militaire a confirmé les accusations portées par les ONG françaises. En pleine affaire Khashoggi, elle révélait que 48 canons Caesar fabriqué par Nexter, détenu à 100 % par l'État français, d'une portée de 42 km, étaient déployés par l'Arabie saoudite à sa frontière avec le Yémen. La livraison s'est achevée en 2018, bien après le début du conflit. Un nouveau contrat d'exportation est même signé en décembre 2018, dans le plus grand secret, pour des blindés Titus et des canons tractés 105LG. Après les États-Unis, la France est le principal pays fournisseur de la sale guerre qui martyrise et affame le Yémen.

Le Yémen a faim, mais le Yémen a aussi soif ! Dans une des régions habitées les plus sèches du monde, le réchauffement climatique diminue encore le niveau des précipitations, les transformant en rares épisodes pluvieux diluviens qui arrachent les terres arables, avec d'autant plus de facilité que les cultures en terrasse ne sont plus entretenues avec la guerre. Mais l'effondrement du système hydrique ne date pas de la guerre. Il a été aggravé par les effets conjoints des politiques d'aide des institutions internationales néolibérales et de l'ancien pouvoir central yéménite. Tous deux ont favorisé, à coups de subventions et en fermant les yeux, la multiplication anarchique des pompages d'eau en forage profond, que seuls peuvent se payer les grands propriétaires terriens. Pour produire le quat, cette plante euphorisante gourmande en eau, qui rapporte beaucoup mais pompe 40 % de l'eau agricole yéménite. Pour produire des cultures d'exportation, comme la banane ou la mangue au service des multinationales. Ces forages épuisent les aquifères, détournent l'eau des cultures villageoises de subsistance, multiplient les conflits autour de l'eau. Les puits de surface des petits paysans s'assèchent. Cela augmente encore leur dépendance aux chefs tribaux, à leurs camions-citernes qui amènent l'eau potable, dont la qualité se dégrade, à la campagne comme à la ville. En 2017, le Yémen enregistre la pire épidémie de choléra connue au monde, avec plus d'un million de cas, alors que son système de santé est effondré. Ce modèle de gestion de l'eau est insoutenable à court terme. Il pompe plus que la ressource en eau ne peut se renouveler, alors que l'eau renouvelable n'est que de 72 m<sup>3</sup> par habitant et par an, très loin déjà des 500 m<sup>3</sup> définis comme seuil de rareté.



### Le pouvoir saoudien veut se retirer du borbier yéménite

Sur ce champ de ruines, la révolution matée, sans espoir de victoire pour aucun des multiples camps réactionnaires, les négociations directes entre les Houthis et l'Arabie saoudite ont commencé à porter leurs fruits, sous le regard de l'envoyé spécial de l'ONU Hans Grundberg. Des prisonniers sont échangés, l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2022 fait cesser les bombardements aériens saoudiens et les attaques de drones houthis, l'accès à l'aide humanitaire s'améliore, des discussions commencent sur le paiement des fonctionnaires houthis sur les revenus du pétrole yéménite, gérés par l'Arabie saoudite, une revendication essentielle des Houthis... Tout cela constitue un fragile espoir de paix, mais dans un pays dévasté et fragmenté par les vieilles hiérarchies et l'agression impérialiste, qui semble avoir tué l'espoir démocratique et unitaire de toute une jeunesse. Fragile espoir d'une paix pourtant indispensable à la réorganisation d'une société civile et démocratique yéménite, seule véritablement porteuse d'espoir.

Car une « victoire » des houthis, à travers le retrait de l'ennemi saoudien, et la fin de son soutien financier et militaire aux différents fronts anti-houthis, n'est pas synonyme de victoire de la démocratie ou du droit des femmes. Loin de là ! Les nombreux emprisonnements, assassinats, rafales de kalachnikov dans les jambes que le pouvoir houthis a infligé à ses oppositions, les multiples affaires de corruption ou les campagnes pour une tenue décente islamique en attestent.

Mais l'horizon saoudien de retrait du Yémen ne peut se comprendre seulement à travers l'échec de son aventure militaire. Il doit être mis en relation avec les évolutions de la situation internationale, et du rôle plus autonome que MBS peut et veut y jouer. Deux événements internationaux illustrent cette nouvelle donne. Un mois avant les élections

américaines de mi-mandat, l'Arabie saoudite choisit de réduire de deux millions de barils de pétrole par jour la production de l'OPEP, pour augmenter sa rente pétrolière. Cela porte un coup sévère à Biden en faisant grimper les prix du pétrole juste avant une élection difficile pour les Démocrates. Et cela donne une bouffée d'oxygène à Poutine, qui voit la rente pétrolière s'envoler malgré les sanctions contre son invasion de l'Ukraine. Alors que Biden est allé jusqu'à serrer honteusement la main de MBS à Jeddah, après avoir réclamé son isolement suite au meurtre de Khashoggi, alors que Biden a tout fait pour bloquer la résolution au Sénat de Bernie Sanders sur les pouvoirs de guerre pour limiter le soutien étatsunien à la guerre du Yémen, alors que les tribunaux américains ont accordé l'immunité au prince, Biden n'a pu compter sur le soutien de l'Arabie saoudite dans son bras de fer avec la Russie sur le pétrole.

En avril 2023, lors d'une spectaculaire rencontre en Chine, donc sous l'égide de Xi Jinping, l'Arabie saoudite et l'Iran ont rétabli leurs relations diplomatiques, rompues depuis 2016. Autre annonce fracassante, la création en Arabie saoudite d'une usine de montage de drones de fabrication chinoise. Ou la participation aux BRICS aux côtés de la Chine et de la Russie. Dans le même temps, Mohamed Ben Salman met sur la table la proposition d'établir des relations diplomatiques officielles avec Israël, en échange d'un engagement contraignant de la part des États-Unis à sa défense en cas d'agression. La volonté de MBS est clairement de se désengager du borbier yéménite, d'avancer dans les négociations de paix avec les Houthis, sur fond de rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite, pour profiter au mieux de la rente pétrolière, quitte à mettre en difficulté le parrain américain, pour se recentrer sur son horizon 2030, en profitant d'un monde multipolaire et des tensions Chine-États-Unis pour mieux négocier une place plus autonome. Quitte là encore à froisser les États-Unis. ■